

September 2026 | FR

This page is also available in:

- EN

Available Languages:

EN FR

ÉDITORIAL



ÉDITORIAL

Chères lectrices, chers lecteurs,

Je vous souhaite chaleureusement une bonne reprise. Le mois de septembre est toujours synonyme d'énergie renouvelée et de nouveaux objectifs. Si les défis auxquels l'Europe est confrontée n'ont pas diminué au cours de l'été — on pourrait même, malheureusement, considérer qu'ils se sont accentués — notre détermination collective à les relever n'a pas faibli non plus.

Ce mois-ci, en Europe, tous les regards étaient tournés vers le discours sur l'état de l'Union présenté par Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne. Dans ma réaction, j'ai souligné que cette intervention présentait une image réaliste des difficultés qui attendent l'Europe, tout en dessinant un avenir au cours duquel notre Union pourra être plus forte, plus résiliente, et plus autonome. L'accent mis sur la compétitivité, l'achèvement du marché unique, la résilience au changement climatique et la protection de la démocratie fait écho à de nombreuses priorités que le CESE a toujours défendues.

Je salue tout particulièrement la reconnaissance du fait que la transition écologique et la préparation de l'Europe aux défis liés au climat doivent rester au cœur de l'élaboration des politiques. Dans le même temps, cette transition doit être socialement équitable, protéger les travailleurs et offrir aux entreprises les conditions nécessaires pour innover, investir et être compétitives.

L'Initiative européenne pour l'eau et les mesures de résilience au changement climatique qui ont été proposées constituent des avancées positives pour atteindre ces objectifs. Dans ce contexte politique, j'ai été ravi de lancer il y a quelques jours la plateforme européenne des parties prenantes sur la résilience dans le domaine de l'eau avec Jessika Roswall, commissaire européenne, et Carlos Moedas, vice-président du groupe PPE au Comité européen des régions. Il s'agit là d'une étape essentielle de la concrétisation des ambitions de l'Union dans le domaine de l'eau.

Un autre aspect important du discours sur l'état de l'Union concernait les jeunes et l'environnement numérique. Protéger les enfants en ligne et soutenir leur bien-être sont des questions qui méritent une attention permanente. Nos enfants hériteront de l'Europe que nous construisons aujourd'hui. Chacun d'entre nous doit donc faire en sorte qu'ils puissent prospérer en toute sécurité dans un environnement numérique en constante évolution.

M^{me} von der Leyen a également évoqué la sécurité économique de l'Europe et la nécessité de rééquilibrer les dépendances stratégiques, y compris en ce qui concerne la Chine. Ce sujet a été soulevé durant la table ronde UE-Chine qui s'est tenue à Hangzhou le 14 septembre, lors de laquelle j'ai dirigé une délégation du CESE. Nous avons discuté activement de divers sujets avec le Conseil économique et social chinois, dont le commerce, l'intelligence artificielle et la réduction de la pauvreté. Des différences subsistent, mais le dialogue et les échanges interpersonnels restent le moyen le plus efficace de renforcer la compréhension mutuelle et de recenser les intérêts communs. Une relation plus équilibrée entre l'UE et la Chine est essentielle, mais l'engagement de

la société civile doit rester un élément clé de l'approche européenne.

En ce qui concerne mes activités futures, je me rendrai au Monténégro le mois prochain pour rencontrer des responsables politiques, mais aussi bien sûr des représentants de la société civile organisée, dont l'engagement est indispensable à la réussite du processus d'élargissement. L'élargissement reste l'une des plus grandes réalisations de l'Union, mais il ne peut être guidé par les seules institutions. La société civile doit être au cœur du processus.

Le CESE continue également de travailler en étroite coopération avec la présidence irlandaise du Conseil de l'Union, ce qui reflète une volonté commune de faire en sorte que les politiques européennes restent liées aux réalités vécues par les citoyens, les travailleurs et les entreprises. J'ai eu l'occasion de participer à la réunion informelle des ministres de l'emploi et de la politique sociale de l'Union (Conseil EPSCO) en juillet et à celle des ministres de l'agriculture (Conseil AGRI) en septembre, au cours desquelles les discussions ont porté respectivement sur l'inclusion sociale et l'avenir du bétail au sein de l'Union. Cet engagement se poursuivra dans les mois à venir, sur des sujets tels que le logement, l'égalité et la compétitivité, ou encore la pauvreté intergénérationnelle.

Un moment clé de notre calendrier d'automne sera notre conférence sur la pauvreté, qui aura lieu en octobre. Malgré les progrès de l'Europe, trop de personnes continuent d'être confrontées à la pauvreté, à l'exclusion sociale et à l'insécurité. Chaque statistique cache une histoire humaine, et ce sont ces histoires qui me motivent. Alors que l'Europe débat de la compétitivité, de l'autonomie stratégique et de la transformation technologique, nous ne devons pas perdre de vue la dimension sociale de notre Union.

La conférence réunira des décideurs politiques, des organisations de la société civile et des parties prenantes de toute l'Europe afin d'aborder des solutions pratiques et de renforcer notre engagement qui vise à réduire la pauvreté et l'exclusion.

Une nouvelle saison de travaux commence, et je reste optimiste quant à l'avenir de l'Europe. Les défis sont importants, mais notre capacité à réagir l'est aussi, lorsque nous travaillons main dans la main. Le CESE continuera à jouer son rôle en plaçant les points de vue de la société civile organisée au cœur du processus décisionnel européen et en contribuant à construire une Europe compétitive, résiliente, démocratique et inclusive pour tous.

Séamus Boland

Président du Comité économique et social européen

À VOS AGENDAS

28 septembre

2e réunion du groupe consultatif interne UE-Chili

29 septembre

Favoriser l'innovation et la numérisation dans le secteur de la construction

Journée des professions libérales 2026 — 10e édition

30 septembre — 2 octobre

Journées européennes de la diplomatie publique 2026

1er octobre

Des recommandations aux résultats — La capacité administrative devient-elle le chaînon manquant du Semestre européen?

Dialogue stratégique en faveur de la jeunesse sur la COP 31

12 octobre

Pleins feux sur les plans de partenariat national et régional: le point de vue de la société civile

16 octobre

Les îles à l'avant-garde: utiliser la vie insulaire comme moteur d'innovation, de transition et de résilience spatiale

17 octobre

Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté

19-30 octobre

Le CESE à la convention des Nations unies sur la diversité biologique — COP 17

21-22 octobre

Session plénière du CESE

DROIT AU BUT

Les communautés rurales sont essentielles à l'Europe pour sa prospérité, sa résilience et sa compétitivité. L'intégration du test rural dans le processus d'élaboration des politiques de l'Union peut contribuer à faire en sorte que ces dernières tiennent compte des spécificités locales, exploitent le potentiel que recèlent les zones rurales et offrent des possibilités équitables à l'ensemble des territoires, écrit Lidija Pavić-Rogošić, vice-présidente du groupe des organisations de la société civile du CESE et rapporteure de l'avis sur le «test rural».



LE «TEST RURAL», POUR UNE PRISE EN COMPTE DE L'EUROPE RURALE DANS TOUTES LES POLITIQUES

Les zones rurales sont essentielles à l'Europe pour sa prospérité, sa compétitivité, sa résilience et sa sécurité. Elles produisent notre nourriture, gèrent une grande partie de nos ressources foncières et naturelles et abritent un immense potentiel économique, social et environnemental. De nombreux territoires ruraux n'en restent pas moins confrontés au déclin démographique, à un accès limité aux services, à des lacunes en matière de connectivité et à l'étroitesse de leur horizon économique.

Lidija Pavić-Rogošić, vice-présidente du groupe des organisations de la société civile

En tant que rapporteure de l'avis que le CESE a consacré au «test rural», ma conviction est que nous devons changer le regard que nous portons sur les zones rurales. Il doit être tenu compte des réalités et du potentiel qui sont les leurs dans toutes les politiques européennes, et pas seulement dans celles relatives à l'agriculture et au développement rural.

INTÉGRER LA DIMENSION RURALE DÈS LES PREMIÈRES ÉTAPES DE LA RÉFLEXION

Tel est tout l'enjeu du test rural: poser la question, dès les toutes premières étapes de la conception des politiques, des conséquences qu'auront les décisions qui seront prises sur les individus, les entreprises et les collectivités dans les zones rurales.

Fondamentalement, le test rural a vocation à aider les responsables politiques à penser la ruralité tout au long du processus d'élaboration des politiques, que ce soit dans le domaine des transports, du logement, du numérique, de la santé, de l'éducation, de l'énergie ou bien du climat.

S'il existe déjà divers mécanismes de test rural, leur application reste fragmentée. Le CESE préconise par conséquent une approche qui s'appliquerait concrètement à l'échelle de toute l'UE et tout au long du cycle d'élaboration des politiques, au moment de leur conception et de l'analyse d'impact, puis de la mise en œuvre et enfin du suivi et de l'évaluation. Le test rural est censé guider les décisions qui sont prises, il ne doit pas devenir une case en plus à cocher dans la liste des formalités administratives. Son objectif est de contribuer à améliorer l'élaboration des politiques.

DES POLITIQUES ÉQUITABLES POUR TOUS LES TERRITOIRES

Nous avons également besoin de données infranationales de meilleure qualité et d'analyses de l'impact rural. L'Europe rurale présente un visage d'une très grande diversité. La réalité vécue, pour une même politique, peut être très différente selon qu'elle est mise en œuvre dans une collectivité montagneuse isolée, une région agricole, une île ou une zone rurale proche de la ville.

L'objectif est simple: l'endroit où l'on vit ne doit pas dicter la qualité des possibilités qui s'offrent à nous.

FAIRE ENTENDRE LA VOIX DE LA RURALITÉ

Il ne suffira pas de collecter des données. Les territoires ruraux et la société civile doivent avoir voix au chapitre. Les agriculteurs, les entreprises, les travailleurs, les jeunes, les collectivités locales et les organisations de la société civile connaissent les réalités du terrain. La concertation avec ces acteurs doit avoir lieu en amont, tant qu'elle peut encore influencer les choix qui seront faits pour les politiques.

Plusieurs outils peuvent y contribuer, notamment des observatoires ruraux, de meilleurs indicateurs, des consultations des parties prenantes, des processus de cocréation et des réseaux ruraux. Nous devrions aussi nous appuyer sur les initiatives existantes de l'UE, comme sa vision à long terme pour les zones rurales, le pacte rural ou encore le plan d'action rural.

Une attention particulière doit être accordée aux femmes, aux jeunes et aux autres catégories vulnérables, dont la capacité à rester ou retourner vivre dans les zones rurales et à s'y épanouir dépend souvent des conditions d'accès au logement, aux services, à l'emploi, à la mobilité et à la connectivité numérique.

CONCRÉTISER LE POTENTIEL DES ZONES RURALES

La question des zones rurales est souvent abordée sous l'angle du déclin. Ce faisant, on néglige le rôle de plus en plus important qu'elles assument dans la production alimentaire, les énergies renouvelables, l'innovation et l'action pour le climat. On devrait également mieux exploiter leur potentiel dans les domaines de la bioéconomie, de la biodiversité et de l'entrepreneuriat.

À mon sens, l'objectif est simple: les territoires ruraux ne devraient pas avoir à s'adapter à des politiques qui ont été conçues au mépris des réalités qui sont les leurs. Dès lors que les politiques tiennent compte des besoins et des réalités des milieux ruraux, elles sont davantage susceptibles de produire des résultats positifs pour les territoires et leurs habitants, de renforcer les liens entre zones rurales et urbaines et d'aider ces lieux de vie à devenir plus résilients. Pour finir, lorsque le test rural met en évidence un impact territorial qui n'avait pas été anticipé, il doit donner lieu à de véritables ajustements dans les politiques, et non pas simplement à un énième rapport appelé à rester lettre morte.



UNE QUESTION À…

L'initiative de la Commission européenne en faveur d'«Un corpus réglementaire de l'UE plus simple, plus clair et mieux mis en œuvre» vise à accroître la qualité de la législation de l'Union européenne tout en réduisant les charges administratives inutiles. Alors que l'Europe fait face à des défis économiques, sociaux et géopolitiques majeurs, nous avons demandé à Katrīna Zariņa, rapporteure de l'avis du CESE sur «Un corpus réglementaire de l'UE plus simple, plus clair et mieux mis en œuvre», comment l'Union peut conforter l'efficacité, la transparence et la pérennité de sa législation sans pour autant affaiblir les protections que celle-ci offre en matière sociale et environnementale, ainsi qu'aux consommateurs.



UNE MEILLEURE RÉGLEMENTATION POUR UNE EUROPE EN MUTATION

L'Europe est confrontée à de profonds changements économiques, sociaux, environnementaux et géopolitiques. Dans ce contexte, la qualité de notre réglementation est plus importante que jamais. Tel est le point de départ de l'avis du CESE sur l'initiative de la Commission européenne intitulée *«Un corpus réglementaire de l'UE plus simple, plus clair et mieux mis en œuvre»*.

Par Katrīna Zariņa

Si le CESE se félicite de l'ambition de la Commission de rendre la législation de l'UE «simple dès la conception» et de renforcer la discipline réglementaire, notre message est clair: **l'amélioration de la réglementation ne devrait pas être assimilée à la déréglementation**. L'objectif doit être de disposer de règles de qualité, compréhensibles, proportionnées et efficaces.

Cela nécessite de trouver un équilibre. La réglementation devrait soutenir la compétitivité, la productivité et la capacité d'innovation de l'Europe, tout en préservant les normes sociales et environnementales, les intérêts des travailleurs et des consommateurs et les droits fondamentaux. L'amélioration de la réglementation vise en fin de compte à atteindre ces objectifs de manière plus efficace.

L'une des principales recommandations formulée dans notre avis consiste dès lors à améliorer la manière dont nous évaluons l'impact de la législation. Il importe d'avoir une bonne compréhension non seulement des différentes propositions, mais aussi de leurs effets cumulatifs et indirects sur les entreprises, en particulier les PME, les citoyens et les travailleurs. Le principe consistant à «penser en priorité aux PME» devrait être appliqué dès la première étape de l'élaboration des politiques, et les incidences économiques, sociales et environnementales doivent toutes être dûment prises en considération.

L'amélioration de la réglementation doit également s'appliquer tout au long du cycle législatif. Les modifications importantes introduites par le Parlement européen et le Conseil devraient être correctement évaluées. Il y a lieu que le recours aux procédures d'urgence reste exceptionnel et qu'une participation significative des parties prenantes soit préservée. Le CESE demande dès lors que la période de 12 semaines prévue pour les consultations publiques soit maintenue, afin de donner aux entreprises, aux syndicats, à la société civile et aux citoyens une possibilité suffisante d'y contribuer.

La transparence est tout aussi importante. Nous suggérons que les nouvelles propositions législatives résument clairement les obligations qu'elles créent. Nous demandons également une plus grande transparence, ainsi qu'une participation renforcée des parties prenantes et un contrôle accru des actes délégués et des actes d'exécution.

Qu'est-ce que cela signifie pour les États membres?

Une bonne législation au niveau européen ne peut atteindre ses objectifs que si elle est correctement mise en œuvre et appliquée au niveau national. Une application plus cohérente devrait réduire la fragmentation et renforcer la confiance dans le marché unique. Dans le même temps, les circonstances nationales et les

principes de subsidiarité et de proportionnalité doivent être respectés.

Le CESE soutient la lutte contre la surréglementation inutile, qui crée des charges supplémentaires ou fausse le marché unique, tout en la distinguant clairement des adaptations nationales légitimes, notamment l'adoption de normes de protection plus strictes lorsque cela se justifie.

Les États membres seront donc des partenaires essentiels pour assurer le succès de l'amélioration de la réglementation. Ce processus nécessite des capacités administratives adéquates, une coopération avec les institutions européennes et une participation significative des partenaires sociaux et de la société civile organisée.

Améliorer la réglementation constitue une responsabilité partagée. Dans une Europe en mutation, notre objectif ne devrait pas être simplement de réduire le nombre de règles, mais de mettre en place des règles qui fonctionnent mieux — pour notre économie, notre société, notre environnement et, en fin de compte, pour les citoyens.



L'INVITÉE SURPRISE

Alors que l'Europe est confrontée à une polarisation politique croissante, à la montée de l'extrémisme et au déclin de la confiance dans les institutions démocratiques, le débat sur l'avenir de la démocratie a repris en intensité. Notre invitée surprise, Małgorzata Bonikowska, présidente du Centre pour les relations internationales, se penche sur les forces qui alimentent la radicalisation en Europe et sur le rôle crucial que peut jouer la société civile pour renforcer la résilience démocratique et rétablir la confiance dans un monde de plus en plus fragmenté.



BUILDING EUROPE'S FUTURE IN AN AGE OF POLARISATION

The election result in Saxony-Anhalt should come as no surprise. It fits into a trend that has been visible for at least a decade: Europe is shifting to the right and becoming increasingly radicalised. What was once on the political fringe is now often becoming mainstream reality: the brutalisation of public debate, increasingly extreme political positions, and the manipulation of negative emotions. In elections, those who use the harshest language and adopt the most uncompromising stances are beginning to enjoy the greatest chances of success. Why is this happening?

By Dr Małgorzata Bonikowska

The outcome of the elections in Saxony should not surprise anyone, as it is part of a trend that we have been seeing for at least a decade: Europe has been turning to the right and radicalising. What was once at

the fringes of politics is often becoming a reality today – violent debate, extreme political attitudes, playing to negative emotions. In elections, it's becoming the case that those who use the strongest language and stand out the most have the best chances. Why is that?

Lech Wałęsa, leader of the Solidarity movement and recipient of the 1983 Nobel Peace Prize, has been saying for years that something has gone wrong in our western world: democracy and capitalism don't work like they used to. In European welfare states, the middle class has been shrinking for at least four decades. Economists – such as Thomas Piketty, author of the best-selling book *Capital in the Twenty-First Century*, who referred, not coincidentally, to the work of Marx from two centuries ago – are sounding the alarm that this will inevitably lead to discontent among society. And this frustration is leading people to reject past leaders and look for alternatives, which is when populists enter the picture.

This process may be inevitable. Perhaps Europe will not avoid a return to the past, which it has managed to forget. In 2018, when Madeleine Albright, US Secretary of State in Bill Clinton's Administration, published her book *Fascism: A Warning*, Europeans were surprised. We believed that we had defeated communism, fascism and Nazism for good. Europe believed that this way of thinking and type of politics was a thing of the past.

Madeleine Albright warned that the echoes of these times could return in a new form. Fascism is not just an ideological theory from the past, but a concrete way to gain and hold onto power by sowing conflicts, exploiting people's anger and frustration, using hate speech and physical violence, claiming the right to represent an entire group or nation, and completely disregarding the rights of others. Is this what we are seeing in Europe today?

Europeans, accustomed to their civil liberties and high standard of living, are becoming increasingly frustrated by the problems facing the Old Continent. At the same time, the development of modern technologies brings new challenges and fears, and social media, which only recently had been seen as a key element of democracy is now becoming a tool to undermine it. A century ago, political violence was visible on the streets: paramilitary organisations were active, marches took place and clashes ensued. Now people feel like they can get away with anything online – hate speech can be spread anonymously, sentiment radicalised and political opponents taken down.

Russia is skilfully contributing to this chaos through large-scale disinformation activities. This is more effective than a military attack, because it can create divisions and pit us against each other, it fuels extreme attitudes that act as a springboard for politicians who propose to tear down what we have managed to build. Europe is in a state of war, both internally and with an external adversary. We have a difficult election year ahead, and in key EU countries at that: France, Poland, Spain, Italy, Greece and Finland.

What can we do in this situation? First of all, start thinking. Be guided by common sense rather than emotions. Common sense tells us that cooperation is better than conflict and construction is better than destruction. Civil society organisations, with the skills and structures to be able to reach voters, can play a huge role in a 'return to common sense'. There are lessons worth learning from the recent parliamentary elections in Hungary: if you want to convince people, you have to be active on social media, but also travel around the country and talk to people, convince them, reason with them.

As the Polish writer Sławomir Mrożek once said: Tomorrow is tomorrow's today. We are building our future now. Let's not let the coming months go to waste, because a return to the past will be painful.

Małgorzata Bonikowska, PhD *is a Polish political scientist, EU affairs expert and President of the Centre for International Relations and co-founder of the THINKTANK Center for Dialogue and Innovation. A university professor, author and frequent media commentator, she specialises in international affairs, European*

integration and public policy.

NEW PUBLICATIONS



LA CONFIANCE D'ABORD, MEILLEUR REMPART CONTRE LA DÉSINFORMATION

Notre rubrique «The public square» donne la parole à différentes personnes issues de la vie publique: représentants de la société civile, du monde du journalisme, d'ONG et d'institutions. L'objectif est de présenter les causes qu'elles défendent et les questions qui, selon elles, méritent une attention particulière. Ce mois-ci, Johannes Metzler, chef du service de conseil en communication de la DW Akademie, nous livre ses réflexions sur l'un des problèmes actuels les plus pressants: la propagation de la mésinformation et de la désinformation.

L'équipe de conseil en communication de la DW Akademie fournit aux organisations et aux institutions des conseils et des formations pour les aider à communiquer plus efficacement. Qu'est-ce que cela recouvre dans la pratique? En quoi ce type de soutien peut-il être utile aux partenaires lorsque des informations fausses ou trompeuses se répandent?

Tout d'abord, la réussite de la communication dépend avant tout d'un facteur: la confiance. Les citoyens ne croient les informations que s'ils savent que la source est fiable et crédible de longue date.

Cela est particulièrement vrai dans le cadre de la lutte contre la mésinformation et la désinformation. Toute personne souhaitant lutter efficacement contre les fausses informations doit avoir gagné la crédibilité nécessaire bien avant que la crise ne se produise. Les organisations qui communiquent de manière cohérente et qui trouvent un écho auprès de leur public cible sont beaucoup plus susceptibles d'être entendues au moment où cela est le plus important.

Pour que la communication soit crédible, de nombreux facteurs différents doivent converger: il faut être sur les bons canaux, avoir un ton de voix approprié et, bien entendu, maîtriser le contenu lui-même.

En ce qui concerne l'activité de conseil en communication, nous soutenons nos organisations partenaires dans dix domaines d'expertise différents mais étroitement interconnectés. C'est pourquoi une seule session de formation est rarement suffisante.

Nous adaptons toujours nos services de conseil aux besoins spécifiques de chaque organisation. Nous commençons par procéder collectivement à une évaluation approfondie de la situation actuelle: quels canaux l'organisation utilise-t-elle pour communiquer? Les groupes cibles concernés sont-ils réellement actifs sur ces canaux? Existe-t-il une compréhension commune des messages à communiquer et de la manière dont ils devraient être communiqués? Quelles sont les ressources humaines, financières et

techniques disponibles?

Sur la base de cette évaluation, nous élaborons nos mesures de soutien. Notre objectif est de permettre aux partenaires de continuer à mettre en œuvre les stratégies et les outils que nous développons ensemble sur le long terme, en utilisant les ressources dont ils disposent. C'est pourquoi nous adaptons toujours notre approche à l'organisation et au contexte local.

La désinformation est souvent associée à la Russie, à l'ingérence électorale et aux tentatives de déstabilisation des démocraties. Dans quels autres domaines peut-elle causer des dommages graves?

Aujourd'hui, il est peut-être plus pertinent de poser la question comme suit: dans quels domaines les fausses informations ou la désinformation ne se sont-elles pas encore propagées et n'ont pas causé de préjudice? Nous sommes confrontés à un problème mondial. S'y attaquer avec un esprit critique est une tâche qui incombe aux sociétés du monde entier. Les voix fiables peinent de plus en plus à percer et à faire valoir les faits. Regardez ce qu'il se passe pour des domaines comme la santé publique, l'action pour le climat ou la migration irrégulière.

Les événements de Ceuta en sont un exemple particulièrement tragique. En juillet 2026, des rumeurs se sont propagées sur les réseaux sociaux, affirmant que la frontière était ouverte ou que les personnes arrivant en Espagne seraient autorisées à y rester. En conséquence, de nombreuses personnes ont tenté de gagner le territoire à la nage. Les images de ceux qui ont perdu la vie en Méditerranée ont été un choc pour l'Europe. La mésinformation et la désinformation constituent une menace non seulement pour les sociétés dans leur ensemble, mais aussi pour chaque individu.

Un large éventail d'acteurs participent à la propagation de la désinformation. Dans certains cas, ce sont les États qui diffusent délibérément de fausses informations. Dans d'autres, c'est le fait de groupes ou d'individus, qui agissent ainsi parce qu'ils peuvent en tirer un profit financier. Leurs motivations peuvent différer, mais les effets sont similaires: ces informations créent de l'incertitude, alimentent la méfiance et font qu'il est plus difficile pour les citoyens de prendre des décisions éclairées.

Il ne s'agit pas de défis qui ne touchent que les pays du Sud global. L'élaboration d'une approche critique de la désinformation est une responsabilité partagée par les sociétés du monde entier.

Vous avez mentionné le cas de Ceuta. Du point de vue de la communication, quels enseignements les institutions et les organisations peuvent-elles tirer de cet événement?

Dans le cas de Ceuta, on ne sait toujours pas exactement comment et par qui les rumeurs d'ouverture de la frontière ont été propagées. Mais, d'une manière générale, la désinformation est souvent efficace parce qu'elle est en lien avec les croyances, les espoirs ou les attentes latents des citoyens. Les individus sont plus enclins à croire des allégations qui semblent confirmer ce qu'ils pensent déjà être vrai ou ce qu'ils souhaiteraient croire.

Une fois que les fausses informations sont en circulation, la priorité est de réagir le plus rapidement possible, en particulier lorsque des vies peuvent être menacées. Des organisations devraient immédiatement réfuter les fausses allégations et rappeler les faits. Si elles connaissent leurs publics et peuvent les toucher par les canaux qu'ils utilisent, c'est beaucoup plus efficace que des explications ou des rectificatifs provenant de sources externes. Il est donc d'autant plus important que les institutions instaurent un climat de confiance avant l'apparition de crises.

Dans le même temps, nous devons renforcer l'éducation des citoyens aux médias et à l'information. Aujourd'hui, il existe de nombreux moyens excellents et souvent gratuits d'y parvenir. Un sain degré de scepticisme peut changer la donne pour ce qui est de vérifier l'information: la source est-elle fiable? Les

informations sont-elles confirmées par d'autres sources? S'agit-il d'une allégation à vocation sensationnelle, éventuellement accompagnée d'images provocatrices ou chargées d'émotions?

Toutefois, il existe une approche encore plus efficace que la démystification des fausses informations: ce que l'on appelle la réfutation préventive. Il s'agit d'informer les citoyens sur les techniques courantes de manipulation et de désinformation et d'expliquer comment elles fonctionnent, avant même qu'un incident spécifique ne se produise.

Comment les organisations peuvent-elles utiliser la réfutation préventive pour aider les publics à reconnaître les contenus trompeurs et les techniques de manipulation avant d'y être confrontés?

De mon point de vue de consultant en communication, je ne peux que dire que la désinformation est bien trop souvent considérée comme «un sujet pour les professionnels des médias». En réalité, ce n'est pas le cas. La réfutation préventive en donne une bonne illustration. La reconnaissance précoce des fausses informations est importante pour chaque organisation qui fait face au problème, quel que soit le secteur dans lequel elle opère.

Tout comme un vaccin renforce le système immunitaire de l'organisme, la réfutation préventive renforce la capacité des personnes à reconnaître les signes avant-coureurs et à évaluer un contenu avec un esprit critique lorsqu'elles sont confrontées à des informations trompeuses.

Les organisations et les institutions devraient sensibiliser de manière proactive leurs publics cibles aux techniques de manipulation et de désinformation les plus courantes. Cela peut se faire au moyen de courtes vidéos explicatives, de campagnes sur les médias sociaux, de formations à l'éducation aux médias ou d'exercices interactifs qui mettent au jour des tactiques telles que la manipulation émotionnelle ou la création de sources apparemment crédibles.

D'après votre expérience pratique, en quoi cette coopération fonctionne-t-elle? Pouvez-vous donner un exemple de votre travail de conseil dans lequel une stratégie de communication a aidé une organisation à réagir efficacement à la mésinformation ou à la désinformation?

La lutte contre la désinformation n'est pas une tâche que les institutions peuvent assumer seules. Des réponses efficaces nécessitent une collaboration entre un large éventail de parties prenantes, y compris les agences gouvernementales, les organisations de la société civile, les médias, les chercheurs et, surtout, les communautés locales. Chacun de ces groupes apporte des points de vue, une expertise et un accès différents aux publics concernés.

C'est pourquoi il est essentiel de maintenir et de renforcer activement les réseaux au fil du temps. Entrer en contact une fois qu'une campagne de désinformation est déjà en cours ne suffit pas. Au lieu de cela, les informations devraient être partagées en permanence, les responsabilités clairement définies et des mécanismes de coordination réguliers mis en place. En Afrique de l'Ouest, par exemple, nous avons réuni et conseillé un groupe diversifié d'organisations non gouvernementales travaillant de différentes manières pour lutter contre la désinformation. Il s'agissait notamment d'organisations de jeunesse de petite taille ainsi que d'un groupe de réflexion spécialisé dans la recherche sur le phénomène. Nous avons dispensé des formations ciblées et avons également mis ces organisations en relation avec des journalistes. De telles alliances sont prometteuses parce que les participants découvrent souvent combien ils ont réellement en commun.

L'un des objectifs est de mettre en place un système d'alerte précoce qui fonctionne par l'intermédiaire de réseaux personnels et de contacts directs, y compris des numéros de téléphone. Lorsque des informations trompeuses font irruption à un endroit, tous les acteurs concernés peuvent s'informer mutuellement le plus rapidement possible. Plus la désinformation est détectée tôt, plus son incidence peut être limitée.

En fin de compte, l'objectif est de renforcer la confiance, les canaux de communication et la collaboration pendant des périodes stables. Lorsque des crises surviennent, cette préparation porte ses fruits.

C'est pourquoi l'un de nos principaux objectifs est de former des multiplicateurs crédibles capables de transmettre leurs connaissances au sein de leurs propres réseaux et communautés.

Johannes Metzler dirige l'unité de conseil en communication de la DW Akademie. Auparavant, il a travaillé comme journaliste pour des organisations de médias allemandes et a passé plusieurs années en Amérique latine pour soutenir le développement et le travail de conseil des organisations de médias.

Service de conseil en communication de la DW Akademie

L'*équipe de conseil en communication de la DW Akademie aide les organisations et institutions de la société civile des pays du Sud global à instaurer la confiance, à toucher des publics divers et à rester efficaces, même sous pression. Grâce à des conseils et à des formations sur mesure, elle aide les partenaires à renforcer leurs capacités de communication. L'approche combine l'expertise en matière de conseil aux médias et l'expérience pratique des professionnels de la Deutsche Welle, y compris des journalistes, des vérificateurs de faits, des spécialistes de la communication et des experts en IA.*

NOUVELLES DU CESE



LE CESE LANCE LA 16e ÉDITION DE SON PRIX DE LA SOCIÉTÉ CIVILE QUI RÉCOMPENSERA CETTE ANNÉE DES PROJETS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Pour cette 16e édition du Prix de la société civile du Comité économique et social européen (CESE), les organisations de la société civile, les citoyens à titre individuel et les entreprises privées sont invités à participer avec leurs projets à but non lucratif. Cette année seront récompensées des initiatives innovantes qui visent à lutter contre la pauvreté, à favoriser l'inclusion sociale et économique et à empêcher que nos concitoyens ne basculent dans la précarité.

Trois prix seront remis par le Comité économique et social européen (CESE), les projets classés en première, deuxième et troisième position remportant respectivement 12 000, 10 000 et 8 000 EUR. Les candidatures doivent être soumises d'ici **le vendredi 6 novembre 2026 à 10 heures HEC**,au plus tard. La cérémonie

de remise des prix doit se tenir lors de la Semaine de la société civile du CESE, au printemps 2027.

Le prix est ouvert aux organisations de la société civile enregistrées officiellement dans l'Union européenne qui opèrent au niveau local, régional, national ou européen. Les citoyens à titre individuel et les entreprises privées enregistrés ou exerçant leurs activités dans l'Union peuvent aussi concourir, à condition que le but de leurs projets soit strictement non lucratif. Les pouvoirs publics, organisations gouvernementales et autres organismes publics ne sont pas admis.

Pour pouvoir concourir, les projets doivent être déployés sur le territoire de l'Union et avoir déjà été menés à bien ou être en cours d'exécution à la date du 6 novembre 2026. Les initiatives qui n'auront pas été lancées à cette date ne seront pas prises en considération. Les conditions complètes d'éligibilité ainsi que le formulaire de candidature en ligne sont disponibles sur la page web du CESE consacrée à son prix de la société civile.

Les projets peuvent s'emparer d'un large éventail de problèmes, et recouvrir notamment toutes les actions permettant d'accéder à un revenu et à une protection sociale adéquats, à des services essentiels abordables, à l'éducation et à l'apprentissage tout au long de la vie, ainsi qu'à des emplois de qualité. Les initiatives peuvent aussi s'attaquer à la pauvreté des travailleurs et à la précarité énergétique, au sans-abrisme, à l'exclusion financière ou à l'augmentation du coût de la vie. Seront éligibles d'autres projets susceptibles d'associer des personnes en situation de pauvreté à la conception de solutions ou de répondre aux besoins spécifiques de groupes particulièrement exposés.

Le CESE a salué la première stratégie européenne de lutte contre la pauvreté et a plaidé en faveur d'une action ambitieuse dans des domaines tels que l'emploi, l'éducation, la protection sociale, la santé, le logement, l'énergie et l'inclusion numérique. Il souligne aussi que celles et ceux qui sont directement touchés par la pauvreté doivent être associés à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques destinées à les soutenir.

Avec cette 16^{e} édition de son Prix de la société civile, le CESE entend mettre en avant des initiatives qui défendent le droit fondamental à une vie digne, témoignent de la solidarité et donnent aux citoyens les moyens de construire un avenir meilleur. (lm)



LA POLITIQUE EUROPÉENNE AU CONTACT DU TERRAIN: DES COMMISSAIRES EUROPÉENS VISITENT LA FERME DU PRÉSIDENT DU CESE

Séamus Boland, président du Comité économique et social européen (CESE), a accueilli deux commissaires européens dans sa ferme familiale de Ballycumber, dans le comté d'Offaly, afin de discuter de l'élargissement de l'UE, de la protection de l'environnement et de l'avenir des communautés rurales dans un environnement agricole opérationnel.

Le 8 septembre 2026, **M. Boland** a accueilli dans sa ferme **Marta Kos**, commissaire européenne à l'élargissement. Leurs discussions ont porté sur l'élargissement de l'UE et le rôle essentiel de la société civile dans la préparation des pays candidats à l'adhésion. La visite a également été l'occasion de discuter de la manière dont les communautés rurales, les agriculteurs et les organisations de la société civile contribuent à la résilience économique, à l'inclusion sociale et à la participation démocratique.

«L'élargissement constitue l'un des projets stratégiques les plus importants de l'Union européenne. Il s'agit de rassembler les citoyens autour des valeurs communes de démocratie, de solidarité et d'opportunité», a déclaré M. Boland. «Un élargissement réussi doit associer les citoyens et les communautés, et pas seulement les gouvernements et les institutions.»

M^{me} Kos a souligné que l'adhésion à l'Union passe non seulement par des modifications de la législation, mais aussi par la transformation des sociétés. «Les gouvernements doivent montrer la voie, mais nous avons besoin des citoyens, des agriculteurs, des entreprises et de la société civile pour qu'un élargissement soit couronné de succès. Leur voix doit avoir sa place dans le processus dès le début», a-t-elle déclaré.

La visite a mis en évidence la coopération entre le CESE et la Commission européenne, qui vise à placer la société civile au cœur de l'élargissement, y compris dans le cadre de l'initiative du Comité relative aux membres des pays candidats à l'adhésion. Cette initiative permet aux représentants de la société civile organisée des pays candidats d'être directement associés aux travaux du Comité.

La gestion environnementale dans la pratique

La visite de M^{me} Kos faisait suite à une réunion antérieure, également à la ferme, avec **Jessika Roswall**, la commissaire européenne à l'environnement, à la résilience en matière d'eau et à l'économie circulaire compétitive. Le 23 juillet, M^{me} Roswall et M. Boland ont discuté de l'agriculture durable, de la biodiversité, de la résilience dans le domaine de l'eau et de l'avenir des communautés rurales.

«La visite d'aujourd'hui a montré comment la transition écologique européenne devient une réalité, non seulement grâce aux politiques mises en œuvre, mais aussi avec le concours des agriculteurs, qui s'occupent quotidiennement de nos terres», a déclaré M^{me} Roswall. «Ils montrent que la protection de la nature et le soutien aux communautés rurales vont de pair lorsque toutes les parties prenantes font partie de la solution.»

L'une comme l'autre de ces visites ont montré comment les priorités de l'Union sont mises en pratique grâce au travail des agriculteurs, des communautés rurales et de la société civile, tout en soulignant l'importance de veiller à ce que les politiques européennes apportent des avantages tangibles aux citoyens, aux entreprises et aux communautés. (lm)



L'ÉLARGISSEMENT DE L'UE, PLUS IMPORTANT QUE JAMAIS

En ces temps d'incertitude toujours plus grande sur le terrain géopolitique, l'élargissement de l'UE est de plus en plus perçu comme l'un des outils les plus puissants dont l'Europe dispose pour renforcer sa sécurité, sa stabilité et sa prospérité. Tel est le message qui est ressorti clairement d'un débat à haut niveau organisé par le Comité économique et social européen (CESE) et la Commission européenne à l'occasion de la session plénière du CESE du 16 juillet 2026.

Autour de la **commissaire européenne chargée de l'élargissement, M^{me} Marta Kos**, et de dirigeants politiques et représentants de pays candidats à l'adhésion, la discussion a notamment porté sur la manière dont l'élargissement pouvait contribuer à bâtir une Europe plus forte, plus résiliente et plus compétitive.

Dans l'allocution qu'il a prononcée en ouverture du débat, le **président du CESE, M. Séamus Boland**, a fait observer que l'élargissement n'était pas seulement un projet politique: «En faisant progresser les réformes démocratiques et en renforçant l'état de droit et les droits fondamentaux, les pays candidats contribuent à notre sécurité européenne commune. Il est essentiel d'accélérer la convergence socio-économique pour que l'adhésion s'accompagne d'avancées tangibles pour les populations.»

La commissaire Kos a souligné que l'élargissement était revenu au premier rang des priorités de l'UE, et qu'il contribuait à redessiner le cadre politique et sécuritaire de l'Europe dans un moment particulièrement difficile. Au-delà de l'importance stratégique de cette évolution, elle a insisté sur les solides arguments économiques qui plaident en sa faveur et a fait observer que les élargissements précédents avaient tous été porteurs de croissance et d'occasions à saisir.

Une question qui est revenue tout au long du débat est celle du rôle important qui revient à la société civile organisée. Les participants ont reconnu que les réformes sont plus efficaces et plus pérennes lorsque les employeurs, les syndicats et les organisations de la société civile y sont activement associés. La réussite de l'initiative du CESE relative aux membres de pays candidats à l'adhésion a elle aussi été soulignée lors de la discussion. Cette initiative permet aux représentants des pays candidats et potentiellement candidats de faire directement entendre leur voix dans les travaux du Comité.

En conclusion du débat, c'est un message fort qui a été adressé: pour les Balkans occidentaux, l'Ukraine, la Moldavie et les autres pays qui sont déterminés à rejoindre l'Union, la clé de l'avenir réside dans une Europe unie. Pour atteindre cet objectif, il faudra non seulement de la volonté politique, mais aussi des sociétés civiles dynamiques et engagées, qui contribueront à donner forme au processus d'élargissement tout au long de ce cheminement. (pm)



L'EUROPE NE PEUT PAS DEMANDER AU BUDGET DE L'UE DE FAIRE PLUS AVEC MOINS

Le prochain budget à long terme de l'UE ne saurait se réduire à une bataille de chiffres. À l'occasion du débat de haut niveau

organisé par le CESE avec le député européen Siegfried Mureșan, des représentants de la Commission européenne et du ministère fédéral allemand des affaires étrangères et des chercheurs de premier plan, un message clair a été envoyé: si l'Europe veut obtenir des résultats en matière de sécurité, de compétitivité, de résilience au changement climatique, d'élargissement, de cohésion et d'agriculture, elle a besoin de disposer d'un budget plus important et de «dépenser mieux».

La question clé concernant le cadre financier pluriannuel 2028-2034 n'est pas simplement de savoir quel pourcentage du revenu national brut de l'UE il devrait représenter, mais ce que l'Europe entend réaliser avec lui et s'il fournira les moyens nécessaires. La position du CESE est claire: les nouvelles priorités ne doivent pas être financées en vidant de leur substance les priorités existantes. La sécurité et la compétitivité nécessitent des ressources adéquates, ainsi qu'un financement prévisible pour la cohésion et l'agriculture.

Comme l'a fait observer **Konstantinos Diamantouros**, rapporteur du CESE, le CFP actuel a également perdu de son pouvoir d'achat réel: son déflateur fixe de 2 % est nettement inférieur à l'inflation réelle. Dans le même temps, les divisions restent importantes. L'Allemagne et les autres pays «frugaux» souhaitent que la proposition de la Commission soit réduite de plusieurs centaines de milliards d'euros, tandis que le Parlement européen et le CESE demandent un budget nettement plus important. Les nouvelles priorités de l'Europe et ses priorités traditionnelles ne doivent pas s'exclure mutuellement: il faut financer les deux séries.

Toutefois, le financement ne suffira pas à lui seul à garantir le succès. Les plans de partenariat national et régional proposés par la Commission pourraient simplifier la mise en œuvre, mais, avec la facilité pour la reprise et la résilience, il existe des risques de centralisation. **Eulalia Rubio**, chercheuse au Centre d'études de la politique européenne (CEPS), a averti que l'intégration de la politique de cohésion dans les grands plans nationaux pourrait diluer ses objectifs territoriaux. Les collectivités régionales doivent conserver un rôle significatif lorsqu'elles ont la responsabilité d'investir et l'expertise en la matière.

La société civile organisée doit également être associée aux politiques, de la conception au suivi en passant par la mise en œuvre. Les employeurs, les travailleurs et les organisations de la société civile sont à même de déceler des lacunes dans la mise en œuvre et de contribuer à rectifier le tir. Leur participation ne doit pas être considérée comme une contrainte bureaucratique, mais comme une garantie de performance, et elle devrait être intégrée dans les règles du CFP plutôt que rester optionnelle.

L'Europe doit également changer la manière dont elle finance ses ambitions. La forte dépendance à l'égard des contributions nationales fondées sur le RNB expose le budget à des pressions budgétaires internes et encourage un calcul étroit du solde net. Comme l'a fait valoir **Philipp Heimberger**, de l'Institut viennois d'études comparées en économie internationale (WIIW), les investissements situés dans un pays génèrent souvent des profits dans l'ensemble du marché unique. Le CESE est donc favorable à de nouvelles ressources propres, et à ce que l'on fasse une véritable distinction entre les recettes nouvelles de l'UE et les transferts de recettes nationales existantes. L'idée d'une fiscalité numérique et de prélèvements sur les transactions financières, sur l'aviation et sur les activités liées aux crypto-actifs mérite d'être prise en considération, dès lors qu'une telle taxation est susceptible de fournir des recettes durables et de répondre aux défis transfrontières.

En fin de compte, le CFP repose également sur la confiance. Les citoyens ne soutiendront l'augmentation des dépenses en faveur de la compétitivité et de la défense que si les décisions sont transparentes, si les régions y sont associées et si les nouvelles priorités ne portent pas atteinte à la cohésion sociale. Comme l'a

souligné **Elena Calistru**, présidente de la section ECO, la confiance exige une participation significative et des résultats visibles, et non une meilleure communication une fois les décisions prises.

L'Europe ne devrait pas avoir à choisir entre l'ambition et la cohésion, la flexibilité et la responsabilité, ou entre les priorités européennes et la confiance du public. Le prochain CFP aura besoin de tous ces aspects, ainsi que de ressources à la hauteur de ses ambitions. Le calendrier étant exceptionnellement serré, le Conseil européen d'octobre constituera un test crucial. Le CESE est prêt à maintenir la société civile organisée au cœur des négociations et de la réalisation.



POUR LE CESE, DES EMPLOIS DE QUALITÉ ET UNE MOBILITÉ ÉQUITABLE DE LA MAIN-D'ŒUVRE CONSTITUENT DES PILIERS DE LA COMPÉTITIVITÉ EUROPÉENNE

À l'occasion de sa session plénière, le Comité économique et social européen (CESE) a tenu un débat avec Roxana Mînzatu, vice-présidente exécutive de la Commission européenne, sur la manière dont une meilleure protection des travailleurs peut consolider la compétitivité de l'Europe. Les discussions ont principalement porté sur des emplois de qualité et la mobilité équitable de la main-d'œuvre, et ont été suivies de l'adoption de deux avis connexes du Comité.

Face aux changements démographiques, à l'essor de l'intelligence artificielle, à la transition écologique et aux incertitudes géopolitiques, le CESE a souligné que la compétitivité et le modèle social de l'Europe devaient progresser de conserve. Des emplois de qualité et une mobilité équitable de la main-d'œuvre peuvent contribuer à remédier aux pénuries de main-d'œuvre, à attirer les talents, à soutenir les transitions écologique et numérique et à protéger les droits des travailleurs.

«Pour être résilient, le modèle économique et social européen doit reposer sur des emplois de qualité, des droits effectifs, une application rigoureuse des règles et la confiance. Les emplois de qualité ne sont pas un luxe, mais bien une condition essentielle d'une compétitivité durable, de la cohésion sociale et de la confiance des citoyens dans la capacité de l'Union à obtenir des résultats», a déclaré le président du CESE, **Séamus Boland**.

Roxana Mînzatu, vice-présidente exécutive de la Commission européenne, a pour sa part confirmé que la Commission travaillait à un acte législatif sur des emplois de qualité, dont la présentation est prévue d'ici la fin de l'année, une fois les partenaires sociaux européens consultés. Elle a également indiqué que le détachement de ressortissants de pays tiers constituerait une pièce maîtresse du train de mesures sur la mobilité équitable de la main-d'œuvre.

«Les deux avis à l'examen aujourd'hui témoignent d'une même conviction: le modèle social et la compétitivité de l'Europe ne s'opposent pas, mais vont de pair. Soit ils avancent ensemble, soit ils échouent ensemble [...]. Le CESE est, à mes yeux, idéalement placé pour démontrer que notre modèle social et notre

compétitivité sont indissociables», a souligné M^{me} Mînzatu.

Des emplois de qualité comme socle de la compétitivité

Dans son avis sur la feuille de route pour des emplois de qualité, le CESE salue l'initiative de la Commission et souligne que la productivité, l'innovation, la compétitivité et le progrès social doivent se renforcer mutuellement. Il recommande de promouvoir une approche européenne commune fondée sur des indicateurs portant sur les gains, la santé et la sécurité, les compétences, l'égalité, les horaires de travail, le dialogue social et la représentation des travailleurs.

Protéger les travailleurs et garantir une mobilité équitable

Le second avis porte sur le détachement de ressortissants de pays tiers. Tout en reconnaissant les apports positifs de la mobilité de la main-d'œuvre et des services transfrontières, le CESE y met en garde contre l'insécurité juridique et une application inégale de la législation, qui risquent d'exposer les travailleurs à des abus et d'entraver une concurrence loyale. Il préconise de clarifier les règles européennes et d'en durcir l'application, d'améliorer l'accès aux informations et de renforcer le rôle de l'Autorité européenne du travail. (lm)



CESE: L'ACTE LÉGISLATIF SUR L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE DOIT RENDRE L'EUROPE PLUS RÉSILIENTE, PLUS COMPÉTITIVE ET PLUS INDÉPENDANTE

Lors d'un débat en plénière avec Teresa Ribera, vice-présidente exécutive de la Commission européenne, le Comité économique et social européen (CESE) a souligné que le futur acte législatif sur l'économie circulaire devrait placer la circularité au cœur de la compétitivité, de la résilience et de l'autonomie stratégique de l'Europe.

Ce débat s'est appuyé sur l'avis exploratoire du CESE, demandé par la Commission européenne, qui alimentera la législation à venir et dans lequel le Comité fait valoir que la circularité devrait être traitée non seulement comme un objectif environnemental, mais aussi comme une stratégie économique et géopolitique permettant de réduire la dépendance de l'Europe à l'égard des ressources importées.

Lors de la présentation de l'avis, **Cillian Lohan**, qui en est le rapporteur, a plaidé en faveur d'une approche plus systémique.

«L'acte législatif sur l'économie circulaire devrait renforcer la compétitivité et la résilience de l'UE en accélérant le passage d'une économie linéaire consistant à "extraire-fabriquer-jeter" à une économie circulaire», a déclaré M. Lohan. «Cette transition est essentielle non seulement pour le bien-être et la prospérité des citoyens, mais aussi pour notre planète. Concrètement, nous proposons que l'acte législatif renforce les marchés européens des matières premières secondaires et intègre la question de l'utilisation

des ressources dans toutes les politiques de l'Union. La circularité doit devenir un principe transversal.»

En plus de plaider en faveur d'un véritable marché unique des produits circulaires et des matières premières secondaires, le CESE appelle de ses vœux des signaux de marché plus clairs et un meilleur accès au financement, en particulier pour les PME et les acteurs de l'économie sociale.

Le Comité souligne également l'importance des travailleurs, des entreprises et des citoyens pour mener à bien une transition juste et compétitive, parallèlement à des emplois de qualité et à de nouvelles perspectives économiques.

Grâce à sa coopération avec la Commission et la plateforme des acteurs européens de l'économie circulaire, le CESE continuera d'associer la société civile à la mise en œuvre de la transition circulaire de l'Europe. (ks)



POUR LE CESE, LA STRATÉGIE EUROPÉENNE EN MATIÈRE D'ÉLEVAGE CONSTITUE UN BON POINT DE DÉPART

Le Comité économique et social européen (CESE) salue la stratégie de la Commission européenne en matière d'élevage qui constitue à ses yeux un bon début. Il demande toutefois, pour les éleveurs européens, un financement plus élevé, un étiquetage obligatoire et une compétitivité confortée.

Dans un nouvel avis, le CESE affirme que l'Union doit aller beaucoup plus loin si elle veut vraiment que son secteur de l'élevage reste compétitif, durable et résilient. Tout en soutenant l'orientation générale donnée par la Commission, le Comité fait valoir que les propositions actuelles comportent de véritables lacunes en matière de financement, de commerce, d'étiquetage et de soutien aux agriculteurs.

Le CESE plaide en faveur à la fois d'un fonds européen spécifique pour l'élevage hors politique agricole commune (PAC) et d'un budget de la PAC rétabli à 0,5 % du PIB de l'Union.

«Soutenir l'élevage ne concerne pas seulement l'agriculture, mais aussi la sécurité alimentaire de l'Europe, son autonomie stratégique et la vitalité de nos territoires ruraux», déclare **Joe Healy**, rapporteur de l'avis.

Le CESE considère que la réduction actuelle de la production animale en Europe ne fera que délocaliser la production et entraînera une augmentation significative des émissions dans des pays où les normes en matière d'environnement et de bien-être sont moins strictes.

«Nous devons promouvoir un secteur européen de l'élevage hautement performant. La stratégie européenne en matière d'élevage a besoin d'un financement spécifique pour traduire ce discours positif en actions concrètes sur le terrain. Si l'on demande aux agriculteurs européens de jouer un rôle moteur dans la transition, il faut leur donner les outils qui leur permettront de réussir et d'accroître leur productivité», ajoute **Florian Dalstein**, corapporteur.

Par ailleurs, le CESE propose un étiquetage obligatoire de l'origine UE/non UE pour les produits animaux, un financement adéquat et des périodes de transition réalistes pour tirer vers le haut les normes en matière de bien-être animal, ainsi que des recherches spécifiques sur l'élevage dans le cadre d'Horizon Europe et du Fonds européen pour la compétitivité.

Le CESE préconise aussi un soutien ciblé aux systèmes d'élevage extensifs, régénératifs, agroforestiers et biologiques, et il plaide pour une stratégie d'exportation des protéines animales qui mette en valeur les normes élevées de l'Europe en matière de durabilité au niveau international.

Il souligne que les produits importés doivent respecter des normes équivalentes en matière d'environnement, de bien-être animal et de protection sociale. (ks)



LE CESE PLAIDE EN FAVEUR D'UNE STRATÉGIE EUROPÉENNE PLUS FORTE POUR PRÉVENIR LES INCENDIES DE FORÊT

Alors que les incendies de forêt deviennent de plus en plus fréquents et destructeurs dans toute l'Europe, le Comité économique et social européen (CESE) demande que la prévention devienne la pierre angulaire de la politique de l'UE en matière de feux de forêt.

Dans un récent avis, le CESE se félicite de l'approche de la Commission européenne en matière de gestion intégrée des risques d'incendies de forêt, mais met en garde contre le fait que la prévention reste largement sous-financée par rapport à la lutte contre les incendies. Il appelle à une réorientation structurelle vers la prévention et la préparation à long terme.

«Les incendies de forêt ne sont plus un défi saisonnier limité au sud de l'Europe, ils constituent une urgence européenne en matière de protection civile. La prévention doit devenir notre première ligne de défense, soutenue par un budget spécifique de l'UE, une formation professionnelle et une stratégie européenne véritablement intégrée. Le coût de l'inaction sera mesuré en termes de vies humaines et de perte de biodiversité, et par rapport à ses effets pour l'avenir de nos zones rurales», a déclaré **Luís Mira**, rapporteur de l'avis.

Le Comité propose que le prochain cadre financier pluriannuel prévoie un fonds européen spécifique de prévention des incendies de forêt distinct de la politique agricole commune, ainsi qu'une coopération renforcée entre les États membres et une meilleure formation professionnelle.

Le CESE souligne également le rôle crucial de la gestion active des terres. Le maintien d'activités agricoles, d'élevage et forestières viables peut contribuer à prévenir l'abandon des terres, à réduire l'accumulation de combustible et à réduire les risques d'incendies de forêt. Les agriculteurs, les sylviculteurs, les collectivités

locales et les populations rurales devraient donc être étroitement associés aux stratégies de prévention.

L'avis préconise également une utilisation accrue des technologies innovantes et des infrastructures à double usage, soutenue par un financement adéquat à long terme. (ks)



DRONES — LA SÉCURITÉ AÉRIENNE ET PUBLIQUE DOIT RESTER UNE PRIORITÉ ABSOLUE DU PLAN D'ACTION DE L'UNION

La sécurité aérienne et publique doit rester une priorité absolue lors de la conception et de la mise en œuvre de nouvelles mesures européennes en matière de sûreté des drones et de systèmes antidrones.

Dans un avis élaboré par **Miroslav Hajnoš** et adopté lors de sa session plénière de juillet, le CESE indique que le but ultime de toute action future de l'Union en matière de drones doit être la sécurité et la sûreté des personnes et du secteur aérien, et qu'il s'agit ce faisant de préserver l'intégrité opérationnelle du système européen de gestion du trafic aérien.

Le Comité approuve le «Plan d'action relatif à la sûreté des drones et des systèmes antidrones», et considère que la proposition de la Commission apporte une réponse opportune et nécessaire à un environnement de sécurité évoluant rapidement. Le CESE soutient en particulier l'objectif visant à renforcer les capacités de préparation, de détection et de réaction, ainsi qu'à décourager l'utilisation malveillante des drones. Il souligne parallèlement qu'il est impératif que toute mesure prise demeure proportionnée et se conforme aux droits fondamentaux, à la protection de la vie privée et des données, à la sécurité juridique et à l'obligation démocratique de rendre des comptes.

Comme il l'a déjà affirmé dans son avis intitulé «Stratégie Drone 2.0», le Comité juge essentiel d'établir une coordination adéquate entre les autorités compétentes. Il convient à cet effet de délimiter clairement les rôles entre les autorités de l'aviation civile, les services répressifs, les acteurs militaires et les exploitants d'infrastructures. À la lumière de ce qui précède, le CESE met en garde contre tout transfert de tâches de sécurité ou de maintien de l'ordre au personnel chargé de la gestion du trafic aérien ou à d'autres personnels critiques pour la sécurité. Le Comité demande dès lors que soit mis en place un cadre européen qui définit les seuils d'intervention et les contre-mesures admissibles.

Les drones font désormais partie de notre quotidien: on les trouve notamment dans l'agriculture, la logistique, l'inspection des infrastructures, la protection de l'environnement, les services d'urgence et bien d'autres secteurs. S'ils sont porteurs d'innovation, de nouveaux débouchés commerciaux et de croissance économique, ils peuvent malheureusement aussi être utilisés à mauvais escient.

Des événements récents ont ainsi montré que les drones pouvaient constituer une menace pour les infrastructures critiques, les aéroports, les réseaux énergétiques, les espaces publics et même la sécurité nationale. Compte tenu des évolutions technologiques rapides dans le domaine, l'Europe doit se préparer à

réagir à cette situation nouvelle.

«L'Union doit renforcer ses capacités en matière de drones et de systèmes antidrones afin de protéger les infrastructures critiques, les citoyens et la sécurité publique», explique **M. Hajnoš**. «Nous avons également besoin d'une base industrielle européenne solide, d'une main-d'œuvre qualifiée et de règles claires pour veiller à ce que l'innovation, la sécurité et la résilience stratégique s'articulent de manière harmonieuse.»



RÈGLEMENT RELATIF À L'ACCÉLÉRATION DES CAPACITÉS INDUSTRIELLES: LE CESE SE DIT FAVORABLE AU «MADE IN EUROPE» MAIS DEMANDE DES GARANTIES PLUS STRICTES ET UN CENTRAGE SUR LES TRAVAILLEURS

Le Comité économique et social européen (CESE) s'est félicité de la proposition de règlement relatif à l'accélération des capacités industrielles présentée par la Commission, qu'il considère comme une mesure opportune pour renforcer la compétitivité industrielle de l'Europe, alors que la part de l'industrie manufacturière dans le PIB de l'UE est passée de 17,4 % en 2000 à seulement 14,3 % aujourd'hui.

Dans l'avis sur le règlement relatif à l'accélération des capacités industrielles qu'il a adopté lors de sa session plénière de juillet, le CESE a déclaré soutenir l'ambition de la Commission de porter la part de l'industrie manufacturière dans le PIB de l'UE à au moins 20 % d'ici à 2035, mais a souligné que la législation doit faire davantage pour protéger l'industrie européenne, garantir une concurrence loyale et créer des emplois de qualité.

«Pour réaliser cette ambition, il ne suffira pas de fixer des objectifs. Nous devons créer les conditions qui permettent aux entreprises d'investir, d'innover et de se développer en Europe», a déclaré **Antje Gerstein**, présidente de la section «Marché unique, production et consommation» du CESE, qui a élaboré l'avis.

Elle a précisé que l'accent mis par la proposition sur la simplification et l'accélération des procédures d'octroi de permis constitue une avancée déterminante, mais a souligné que cette accélération ne fera guère de différence si les autres obstacles subsistent: «Les entreprises ont également besoin d'un approvisionnement énergétique fiable, d'infrastructures modernes et de travailleurs qualifiés, ainsi que d'une meilleure coordination entre les règles de l'UE et les règles nationales. Sans ces conditions, les retards et les coûts plus élevés resteront une réalité», a-t-elle ajouté.

Le CESE a déclaré que les zones d'industrialisation prioritaire ne doivent pas creuser les inégalités régionales.

Il a également manifesté son soutien envers l'approche «Made in Europe» du projet de règlement, mais a mis en garde contre le fait que les pays tiers ne devraient en bénéficier que s'ils offrent une véritable réciprocité, se conforment à des normes équivalentes à celles de l'Union et respectent les chaînes de valeur

européennes. (II)



ÉNERGIE — LE CESE PLAIDE EN FAVEUR D'UNE STRATÉGIE GLOBALE DE STOCKAGE

La Commission européenne devrait mettre en place une stratégie de stockage de l'énergie, étant donné que les infrastructures de stockage sont essentielles pour une Union européenne de l'énergie souveraine, abordable et résiliente. Tel est l'appel lancé par le CESE dans l'avis élaboré par Thomas Kattnig et Konstantinos Mousouroulis, adopté lors de sa session plénière de juillet.

«Les installations de stockage de l'énergie sont des infrastructures critiques, tout aussi importantes que les réseaux électriques ou les centrales électriques», a déclaré **M. Kattnig**. «Il ne fait aucun doute que l'Europe doit se doter d'une stratégie de stockage commune. Faute de stockage, il ne saurait y avoir de transition énergétique sûre et réussie. Et sans stratégie de stockage, il n'y aura pas de souveraineté énergétique européenne. Le marché ne pourra pas fournir à lui seul la capacité de stockage dont l'Europe a besoin. Des investissements publics stratégiques, une planification à long terme et une réglementation ciblée sont indispensables.»

Le système énergétique de l'Union connaît actuellement des changements majeurs en raison de facteurs géopolitiques, économiques, climatiques et sociaux. Ces dernières années, la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine a révélé les faiblesses structurelles de l'UE. Les principaux problèmes sont la dépendance à l'égard des combustibles fossiles et des importations, l'inadéquation et le vieillissement des réseaux et la forte volatilité des prix. Pour l'Union, la politique énergétique est désormais devenue une question de souveraineté, de sécurité économique, d'autonomie stratégique et de stabilité sociale.

«Malgré les progrès rapides des mesures en faveur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, l'énergie brute disponible dans l'UE reste dominée par le pétrole et le gaz, avec un taux très élevé de dépendance à l'égard des importations», a expliqué **M. Mousouroulis**. «L'approvisionnement énergétique de l'Europe doit devenir plus indépendant et plus résilient, et le stockage est au cœur de cet effort.»

Les installations de stockage sont un élément clé d'un système d'énergie renouvelable, garantissant la sécurité de l'approvisionnement. L'augmentation de la production d'énergie est, à elle seule, insuffisante; il est vital de surmonter la variabilité des nombreuses sources renouvelables, telles que l'énergie éolienne et solaire, et de maintenir ainsi un approvisionnement fiable. Lorsque la production d'énergie renouvelable dépasse la demande, l'électricité excédentaire peut être stockée au lieu d'être gaspillée. L'énergie stockée peut ensuite être utilisée quand la production d'énergie renouvelable baisse.

Des solutions de stockage de l'énergie sont donc nécessaires pour rendre l'Europe moins dépendante à l'égard des importations de combustibles fossiles et stabiliser ainsi les prix de l'énergie. Elles renforcent la sécurité de l'approvisionnement en rendant la transition énergétique réalisable, abordable, socialement équitable et équilibrée sur le plan géographique.

Pourtant, l'UE ne dispose pas d'une stratégie globale pour le stockage de l'énergie qui intègre des éléments fondamentaux tels que les infrastructures, l'aménagement du territoire, l'organisation du marché, la politique industrielle ou la sécurité. Parmi les autres facteurs importants figurent les objectifs sociaux, les règles applicables aux réseaux, les incidences tarifaires, les exigences en ce qui concerne les matières premières critiques, l'empreinte environnementale, le caractère abordable, les besoins de formation et la gouvernance démocratique.



LOGEMENT — L'UE A BESOIN D'UNE STRATÉGIE PLUS AUDACIEUSE EN MATIÈRE DE CONSTRUCTION

Le Comité économique et social européen (CESE) exhorte une nouvelle fois les institutions de l'UE à s'attaquer sans plus attendre à la crise structurelle du logement qui frappe toute l'Europe, et invite la Commission européenne à préciser les détails des initiatives qui sont prévues et à adopter des mesures encore plus ambitieuses.

Dans l'avis adopté lors de la session plénière de juillet et élaboré par **Thomas Kattnig**, le Comité se félicite de la «stratégie européenne pour la construction de logements», qui figure dans le «plan pour des logements abordables». Cependant, il invite instamment la Commission à prendre des mesures immédiates pour:

- définir les conditions-cadres nécessaires afin que la construction serve de catalyseur pour des logements abordables, durables et de qualité;
- intégrer le droit à un logement adéquat et abordable dans le droit primaire de l'Union;
- déterminer un financement suffisant;
- accorder une attention accrue aux groupes vulnérables tels que les personnes handicapées, les personnes âgées, les jeunes et les familles avec enfants; et
- mettre l'accent sur la durabilité.

«L'Europe doit prendre un nouveau départ dans la construction de logements, qui doivent être abordables, innovants, durables et socialement justes», a déclaré **M. Kattnig**. «Il est temps que l'Europe agisse enfin. Nous avons besoin de logements plus nombreux, et surtout de logements plus abordables. Pas des projets résidentiels de luxe, mais des logements qui seront effectivement accessibles aux familles, aux jeunes et aux travailleurs.»

Le logement n'est pas un luxe, mais un droit fondamental. Pourtant, un nombre croissant de personnes dans toute l'Europe n'y ont plus accès. Pendant des années, trop peu de logements abordables ont été construits, ce qui a engendré un déficit d'environ 650 000 logements par an. Dans le même temps, les loyers ont augmenté de près de 30 % depuis 2010, tandis que les prix de l'immobilier ont enregistré une hausse de plus de 60 % depuis 2013.

Le CESE estime que l'aide au logement doit, au cas par cas, donner la priorité à la transformation, à la rénovation du bâti ou aux nouvelles constructions, et encourager des méthodes de construction neutres pour le climat et économes en ressources, ainsi que l'habitat collectif et des concepts de mobilité alternatifs qui améliorent la qualité de vie des citoyens. (mp)



LES CONTRÔLES NE SUFFISENT PAS À EUX SEULS: LE CESE PLAIDE EN FAVEUR D'UNE STRATÉGIE PLUS ÉQUILIBRÉE EN MATIÈRE DE MIGRATION

Dans un avis adopté lors de sa session plénière de juillet, le Comité économique et social européen (CESE) affirme que la politique migratoire de l'Europe doit reposer sur les droits fondamentaux, l'intégration et des voies légales sûres, plutôt que de se concentrer principalement sur les contrôles aux frontières et les retours.

Le CESE salue, dans son avis sur la «Stratégie européenne en matière de migration et d'asile», la tentative de la Commission européenne d'établir un cadre commun pour l'action de l'UE au cours des cinq prochaines années. Toutefois, il estime que la stratégie européenne en matière de migration et d'asile met trop l'accent sur l'endiguement, la gestion des frontières et les retours, tout en accordant une attention insuffisante à l'intégration, à l'inclusion, à la migration légale et à la protection des droits fondamentaux.

«Nous sommes inquiets quant à savoir si la mise en œuvre de la stratégie respectera pleinement les valeurs fondamentales de l'Union, en particulier le respect des droits de l'homme, de la dignité humaine, de la solidarité et de l'état de droit. La crédibilité et la légitimité de la politique migratoire de l'UE dépendront de la mesure dans laquelle ces principes seront effectivement respectés dans la pratique», a déclaré **José Antonio Moreno Díaz**, rapporteur de l'avis.

Le Comité reconnaît les éléments positifs de la stratégie, notamment les références à la charte des droits fondamentaux, le soutien à la protection temporaire des personnes déplacées ukrainiennes et la reconnaissance de l'importance de l'intégration. Néanmoins, il met en garde contre le fait que les retours devraient rester une mesure de dernier recours dans le cadre d'une politique migratoire plus large, efficace et humaine, en mettant davantage l'accent sur les retours volontaires assortis d'un soutien significatif à la réintégration.

Le CESE plaide également en faveur de voies légales sûres et accessibles qui reflètent toutes les finalités de la migration, y compris celle à des fins de travail à tous les niveaux de compétences, ainsi que le regroupement familial et la protection humanitaire. Il fait remarquer que le fait de se concentrer principalement sur les travailleurs hautement qualifiés pourrait accroître la migration irrégulière et augmenter les risques d'exploitation et de traite des êtres humains. Les voies légales devraient donc s'accompagner de garanties contre l'exploitation par le travail, le dumping social et le travail non déclaré.

Le CESE s’inquiète de l’utilisation du concept de «pays sûr», de la mise en place de «plateformes de retour» en dehors de l’Union et de la dépendance croissante à l’égard des technologies numériques et de l’intelligence artificielle dans la gestion des migrations. Il pointe le fait que l’efficacité technologique ne doit jamais remplacer l’évaluation individuelle, la protection juridictionnelle effective ou le respect des droits fondamentaux, et demande un système de suivi indépendant afin de garantir le plein respect du principe de non-refoulement.

Le Comité fait valoir que l’intégration reste l’élément manquant de la stratégie. Il appelle de ses vœux l’égalité d’accès à l’emploi, à l’éducation, aux soins de santé et aux services sociaux, soutenue par l’apprentissage des langues et la reconnaissance des qualifications, en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables. Le CESE souligne également que la coopération avec les pays tiers devrait combiner soutien au développement, possibilités de migration légale et garanties solides en matière de droits de l’homme, notant que le succès de la politique migratoire de l’Union dépendra en fin de compte de sa capacité à défendre les valeurs fondamentales de l’Europe. (lm)



DES PAROLES AUX ACTES: LE CESE SOUTIENT LE RENFORCEMENT DES MESURES DE LUTTE CONTRE LE RACISME

Dans l’avis qu’il a récemment adopté sur la stratégie européenne de lutte contre le racisme 2026-2030, le Comité économique et social européen affirme que la lutte contre le racisme en Europe doit se hisser au-delà des simples bonnes intentions et devenir une véritable priorité politique.

Adopté lors de la session plénière du CESE du 15 juillet 2026, l’avis invite les institutions européennes et les États membres à redoubler d’efforts contre le racisme, la xénophobie, l’antisémitisme, la haine à l’égard des Roms et la discrimination structurelle. Le Comité tient à signaler que le racisme menace les droits individuels, la cohésion sociale, la démocratie et la coexistence pacifique en Europe.

Comme l’explique **Pascal Debay**, rapporteur de l’avis, «la lutte contre le racisme au sein de la société européenne dans son ensemble, ainsi que dans le monde du travail, doit être classée au rang des priorités. L’égalité des droits est une condition indispensable du vivre ensemble, et la discrimination doit cesser!».

Des promesses à l’application des mesures

Le CESE se déclare profondément préoccupé par la multiplication des actes et propos racistes dans toute l’Europe ainsi que par la détérioration de la situation des minorités et des groupes vulnérables. Il alerte également sur le fait que la rhétorique politique désigne de plus en plus souvent les migrants et les minorités comme «boucs émissaires», responsables des difficultés économiques et sociales.

S’il se félicite de la nouvelle stratégie de l’UE en la matière, le Comité souligne toutefois qu’à eux seuls, les engagements volontaires sont insuffisants. Il réclame la mise en place d’indicateurs communs, de rapports périodiques, d’évaluations appropriées et d’une conditionnalité des financements. Les États membres devraient pour leur part adopter des plans nationaux de lutte contre le racisme assortis de calendriers clairs, d’outils de suivi et de coordinateurs dotés de ressources suffisantes.

Le CESE plaide en faveur d’une application plus stricte de la législation de l’Union en matière de lutte contre la discrimination, et notamment de sanctions efficaces en cas de manifestations de racisme et de discours de haine. Il fait aussi observer qu’il importe d’associer les organisations de la société civile à la conception et à la mise en œuvre des politiques de lutte contre le racisme et de veiller à ce qu’elles bénéficient, dans cette optique, d’un soutien et d’un financement à long terme.

Le Comité préconise vivement de prendre des mesures de lutte contre le racisme dans les domaines de l’éducation, des soins de santé, du logement et de l’emploi. Il s’agit notamment de promouvoir l’égalité d’accès aux services, de lutter contre les pratiques discriminatoires et de renforcer le rôle du dialogue social et des mesures sur le lieu de travail dans la lutte contre la discrimination, les inégalités en matière de progression de carrière et les écarts de rémunération.

L’avis insiste par ailleurs sur la nécessité de surveiller plus attentivement les plateformes numériques, les algorithmes et les systèmes d’intelligence artificielle dans les contextes où ils peuvent alimenter la haine ou la discrimination. Pour obtenir des résultats tangibles, la stratégie européenne de lutte contre le racisme doit pouvoir s’appuyer sur des ressources suffisantes, un financement transparent et un engagement politique soutenu. (lm)



L’ÉGALITÉ DE GENRE NE PEUT PLUS ATTENDRE: LE CESE RÉCLAME QUE DES MESURES PLUS DÉCISIVES SOIENT PRISES POUR TRADUIRE LES ENGAGEMENTS EN RÉSULTATS

L’égalité de genre est non seulement une valeur fondamentale de l’UE, mais aussi un moteur de croissance économique, de compétitivité et de résilience démocratique, affirme le Comité économique et social européen (CESE) dans son avis consacré à la stratégie en faveur de l’égalité de genre 2026-2030, adopté lors de sa session plénière de juillet.

Dans son avis, le CESE se félicite de l’engagement renouvelé de la Commission européenne à faire progresser l’égalité dans un contexte d’opposition croissante aux politiques d’égalité et aux droits fondamentaux. Toutefois, le Comité met en garde contre le fait que le succès de la stratégie dépendra de sa mise en œuvre effective, de son suivi et de résultats mesurables dans tous les États membres.

«L’Europe a déjà pris des engagements forts en faveur de l’égalité de genre. Le défi consiste maintenant à traduire ces engagements en actes. L’égalité de genre n’est pas seulement une valeur fondamentale: c’est

l’une des plus grandes chances de l’Europe. Elle profite à tous. Lorsque chacun a la possibilité d’apporter sa contribution en fonction de ses talents et de son potentiel, l’Europe devient plus compétitive, plus résiliente et plus démocratique», a déclaré la rapporteure **Juliane Marie Neiiendam**.

Le CESE considère que la mise en œuvre inégale des engagements pris constituait la principale faiblesse de la stratégie précédente. Il appelle de ses vœux l’adoption de critères de référence plus clairs, un suivi renforcé et des liens plus étroits entre les objectifs d’égalité et les instruments de l’Union, notamment le Semestre européen, les programmes de financement et le suivi de l’état de droit. L’égalité de genre devrait rester un principe horizontal dans le financement de l’UE, avec des obligations de déclaration proportionnées, de manière à éviter les charges inutiles, en particulier pour les PME.

L’indépendance économique des femmes est au cœur de l’égalité de genre. Les écarts persistants en matière d’emploi, de rémunération, de progression de carrière et de pensions reflètent des inégalités structurelles, parmi lesquelles la répartition inégale des responsabilités familiales. Le Comité plaide en faveur d’une participation accrue au marché du travail, de l’accès à des emplois de qualité et de mesures visant à lutter contre la ségrégation professionnelle. Il demande également instamment la mise en œuvre intégrale et effective de la directive sur la transparence des rémunérations.

Des services de soins abordables et de qualité, un partage plus équitable des responsabilités et de meilleures conditions dans le secteur des soins sont tout aussi importants. La proposition de pacte européen en matière de soins devrait donc être élaborée en consultation avec la société civile et les partenaires sociaux. Le dialogue social et la négociation collective peuvent également contribuer à créer des lieux de travail inclusifs et des conditions de travail équitables.

La numérisation et l’intelligence artificielle offrent des perspectives prometteuses, mais peuvent également renforcer la discrimination à cause des biais algorithmiques et des comportements malveillants en ligne. Le CESE plaide dès lors en faveur de politiques numériques tenant compte de la dimension de genre et de garanties plus solides contre les préjugés, la violence en ligne, les trucages vidéo ultra-réalistes et la désinformation, ainsi que d’un soutien aux systèmes éducatifs afin de leur permettre de lutter contre la discrimination et les stéréotypes. Il souligne également la nécessité d’une action efficace contre la violence fondée sur le genre et d’une participation accrue des femmes à la vie politique, économique et publique, faisant valoir que l’égalité de genre est essentielle à la démocratie, à la compétitivité et à la résilience de l’Europe. (lm)

DÉBATS CHOISIS À L’OMC: QUI A SON MOT À DIRE À L’ÈRE DES MINI-ACCORDS COMMERCIAUX?

La politique commerciale se transforme à toute vitesse. Pour s’assurer des matières premières critiques, protéger leurs chaînes d’approvisionnement, accélérer leur transition numérique et réagir aux contraintes géopolitiques qui pèsent sur eux, les gouvernements tendent de plus en plus à s’accorder sur des dispositions peu contraignantes et limitées à des secteurs spécifiques, souvent qualifiées de «mini-accords».

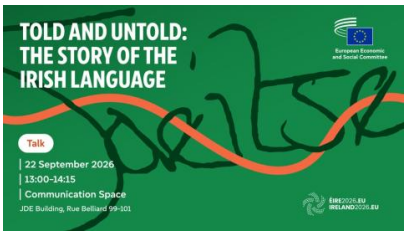
Ces mini-accords sont censés procurer un surcroît de célérité et d'agilité, à la différence des accords de libre-échange traditionnels dont la conclusion peut prendre des années et qui peuvent entraîner des divisions politiques. Mais toute médaille a son revers: en l'absence de mécanismes biens établis de consultation et de suivi, qui garantit que la société civile puisse réellement faire valoir ses points de vue?

Le CESE s'est penché sur cette question pressante lors du Forum public de l'OMC à Genève, à l'occasion d'une manifestation parallèle organisée le 17 septembre dernier.

Les débats ont porté sur les raisons de l'intérêt croissant porté à ces nouveaux types d'accord, sur les risques et les possibilités qu'ils présentent pour les parties prenantes et sur la manière dont on peut enchâsser la transparence, la responsabilité et la participation de la société civile organisée dans ce nouveau cadre général des échanges commerciaux.

En sa qualité d'organe de l'Union européenne qui porte la voix des employeurs, des travailleurs et des organisations de la société civile, le CESE occupait une position unique pour mener ce débat. Il dispose d'une expérience directe pour porter divers points de vue dans le cadre de la politique commerciale de l'Union au titre notamment de son rôle de secrétariat des groupes consultatifs internes de l'Union.

Cette manifestation a rassemblé des représentants de la société civile organisée, des entreprises, des syndicats, des organisations œuvrant en faveur de l'environnement et du développement, des institutions de l'Union européenne, des pays partenaires, du microcosme genevois du commerce mondial et des organisations internationales pour débattre de la manière dont des accords commerciaux plus rapides peuvent rester ouverts, responsables et inclusifs. (pm)



MANIFESTATIONS CULTURELLES: HISTOIRE DE LA LANGUE IRLANDAISE ET SOIRÉE CULTURELLE SRI-LANKAISE

À l'occasion de la présidence irlandaise du Conseil de l'Union européenne, le CESE organise une série d'activités culturelles, qui commencera par une conférence sur l'histoire de la langue irlandaise (le 22 septembre). Viendra ensuite une soirée culturelle sri-lankaise, qui aura lieu le 23 septembre.

Célébration de la présidence irlandaise du Conseil de l'Union européenne

Le 1er juillet 2026, l'Irlande a pris pour la huitième fois la présidence du Conseil de l'Union. Il s'agit de la première présidence du pays depuis que la langue irlandaise a acquis le statut de langue de travail officielle de l'UE. Cette présidence revêt aussi une importance particulière pour le CESE: pour la première fois, le président du Comité est un ressortissant irlandais, Séamus Boland. Par leur conjonction, ces deux événements marquants offrent une occasion unique de mettre en évidence l'histoire et la culture de l'Irlande.

À cette occasion, le CESE accueillera, de septembre à novembre, un programme culturel dans ses locaux. Ce programme s'ouvrira le 22 septembre avec une conférence du linguiste Diarmuid Johnson sur l'histoire de la langue irlandaise, intitulée *Told and Untold: the Story of the Irish Language*. La manifestation suivante consiste en une exposition d'affiches, avec le soutien de l'ambassade d'Irlande en Belgique. Intitulée *Blazing a Trail: lives and legacies of Irish diaspora women* (Tracer la voie : vies et destins des pionnières de la diaspora irlandaise), elle sera inaugurée le 21 octobre par la vice-présidente du CESE chargée de la communication, Marija Hanževački. Le programme s'achèvera par un atelier interactif de dessin sur le folklore irlandais avec l'artiste Selkies, le 26 novembre.

Soirée culturelle sri-lankaise

Le 23 septembre 2026, le CESE, en coopération avec l'ambassade du Sri Lanka auprès de l'Union européenne, organisera une soirée culturelle sri-lankaise. Cette manifestation, qui vise à faire découvrir le riche patrimoine culturel et les traditions du Sri Lanka, réunira des membres du Comité, des représentants des institutions européennes et des membres de la communauté diplomatique de Bruxelles.

L'initiative témoigne de l'engagement constant du CESE en faveur de la promotion du dialogue interculturel, de la coopération internationale et de relations étroites entre l'Union et les pays d'Asie et de la région de l'océan Indien. Elle s'appuie également sur le succès de la soirée culturelle indienne organisée au Comité en février 2026.

La soirée sera l'occasion de rendre hommage aux traditions culturelles du Sri Lanka, immémoriales. Elle s'ouvrira par la cérémonie traditionnelle sri-lankaise de l'allumage de la lampe à huile, symbolisant la sagesse, la prospérité et le renouveau. Des allocutions de bienvenue seront prononcées par **M^me^ Hanževački** et **M. Chandana Weerasena**, ambassadeur du Sri Lanka auprès de l'Union européenne, de la Belgique et du Luxembourg.

Viendra ensuite un programme culturel dynamique présenté par la Tisaravi Dance Foundation, qui fera découvrir diverses danses sri-lankaises classiques et traditionnelles.

Cette manifestation s'inscrit dans le cadre du programme culturel en cours du CESE et de ses efforts visant à mettre en valeur la diversité culturelle de ses partenaires internationaux.

NOUVELLES DES GROUPES



TRADUIRE LA COMPÉTITIVITÉ EN RÉSULTATS: LE DÉFI QUI SE PRÉSENTE À NOUS APRÈS LE DISCOURS SUR L'ÉTAT DE L'UNION

L’édition 2026 du discours sur l’état de l’Union de la présidente von der Leyen a envoyé un signal positif aux milieux d’affaires européens. Bon nombre des priorités mises en avant par la Commission reflètent ce que les employeurs réclament depuis de nombreuses années: un marché unique plus solide, des règles plus simples, des prix de l’énergie compétitifs, des procédures d’autorisation et d’investissement plus rapides et un meilleur accès aux capitaux.

Par Sandra Parthie, présidente du groupe des employeurs du CESE

Pourtant, le défi ne consiste plus à déterminer ce qui doit être fait; il s’agit désormais d’obtenir des résultats. Les entreprises européennes n’ont pas besoin d’une liste toujours plus longue de stratégies et d’initiatives. Elles ont besoin de résultats tangibles qui facilitent les investissements, l’innovation et la croissance, et permettent de mieux rivaliser avec nos concurrents depuis l’Europe.

Le pacte proposé pour lutter contre la **surréglementation** est particulièrement bienvenu: réduire les charges administratives au niveau de l’UE est important, mais la simplification ne sera une réussite que si les États membres s’abstiennent d’ajouter de nouvelles exigences lorsqu’ils mettent en œuvre la législation européenne. La proposition de création d’une Corporation européenne sur les **matières premières critiques** semble également prometteuse, même si sa valeur dépendra des résultats qu’elle produira dans la pratique.

En ce qui concerne la coopération internationale, nous soutenons sans réserve une coopération plus étroite avec le **Canada**, qui pourrait servir de modèle pour les partenariats fiables, dont les entreprises européennes ont besoin, avec d’autres économies partageant les mêmes valeurs. Nous sommes prêts à soutenir les efforts dans ce domaine.

La voie indiquée dans le discours sur l’état de l’Union est la bonne. Il s’agit à présent de la mettre en œuvre. Avant d’adopter de nouveaux cadres, l’accent devrait être placé sur la mise en œuvre des engagements existants, notamment la feuille de route pour le marché unique, les trains de mesures omnibus sur la simplification et l’union de l’épargne et des investissements. Toute nouvelle initiative devrait également faire l’objet d’un **contrôle de la compétitivité** rigoureux.

En fin de compte, le succès du programme européen en matière de compétitivité se mesurera à l’aune d’une simple question: l’Europe devient-elle un endroit plus propice à l’investissement, à l’innovation, à la croissance et à la création d’emplois? Les employeurs européens sont prêts à apporter leur contribution, mais ils doivent pouvoir continuer à participer à la discussion. Ce qui importe à présent, c’est de transformer l’ambition en action et de veiller à ce que les entreprises constatent une réelle différence sur le terrain.



VERS DE MEILLEURES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL POUR TOUS LES TRAVAILLEURS EUROPÉENS

En période de crise, nous ne reculons pas, nous ne rejetons pas la faute sur les moins favorisés ou les plus vulnérables et nous n'abandonnons pas notre combat pour les droits des travailleurs, l'environnement et les droits humains. Nous prenons position pour le type de société que nous voulons voir émerger. Nos priorités pour ce nouveau mandat tendent vers l'édification d'une Europe égalitaire, forte et indépendante, où les efforts comme les avantages sont répartis de manière équitable, en recourant au dialogue social pour poser les bases solides d'une société démocratique et libre.

Par le groupe des travailleurs du CESE

Le groupe des travailleurs s'est fait l'architecte du changement, veillant à ce que tous les syndicats soient résolus à bâtir une Europe forte, démocratique, sociale et inclusive. Nos priorités pour le mandat 2025-2030 visent à répondre au contexte actuel particulièrement ardu par des propositions d'initiatives législatives et non législatives.

Ces initiatives s'articulent autour de nos grands principes.

Pour une Europe plus forte et plus sociale: nous continuerons de plaider en faveur de l'amélioration des services d'intérêt général, d'emplois de qualité, de retraites adéquates et d'une meilleure protection sociale. Nous poursuivrons notre lutte contre toutes les formes de pauvreté, en soutenant l'égalité des droits et en combattant l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes.

La négociation collective et les droits des travailleurs demeurent fondamentaux dans notre vision d'une économie européenne plus juste et plus compétitive.

Pour une Europe démocratique plus forte: nous continuerons de défendre la démocratie, l'état de droit et les droits fondamentaux. Nous entendons soutenir la société civile organisée dans sa lutte contre le rétrécissement de l'espace qui lui est dévolu, les discriminations et la désinformation.

Pour une économie européenne durable et compétitive: les mutations industrielles doivent renforcer la résilience économique et l'autonomie stratégique de l'Europe. Nous sommes favorables à une approche axée sur la fabrication en Europe («Made in Europe») dans les secteurs stratégiques ainsi qu'à l'inclusion d'une conditionnalité sociale dans les financements industriels de l'Union.

Nous appelons de nos vœux une directive forte sur la transition juste, ainsi qu'une transition écologique et numérique fondée sur des emplois de qualité, l'égalité de genre et des normes rigoureuses.

Enfin, une politique de cohésion et un budget européens ambitieux, associés à une action résolue contre le dumping fiscal, l'évitement fiscal et les paradis fiscaux, restent au premier rang de nos préoccupations.

Les priorités stratégiques de notre groupe constitueront une boussole en vue de définir nos revendications politiques et de façonner le débat public à l'approche des élections européennes de 2029.

Pour en savoir plus sur nos priorités en matière de progrès social, cliquez **ici**.



LA SOCIÉTÉ CIVILE PLAIDE POUR UN PROGRAMME DE L'UNION EUROPÉENNE AMBITIEUX ET DURABLE

Dans son discours sur l'état de l'Union prononcé ce jour, M^me^ von der Leyen, présidente de la Commission européenne, a mis l'accent sur l'importance de la compétitivité et de l'indépendance de l'Europe, ainsi que sur sa sécurité, ses objectifs climatiques et ses valeurs fondamentales. Ces priorités sont essentielles pour assurer un avenir résilient et prospère tout en répondant à certains des défis les plus cruciaux de notre époque.

M. Cillian Lohan, président du groupe des organisations de la société civile du CESE

Compte tenu de l'ampleur et du nombre de défis auxquels nous sommes confrontés, **nous appelons de nos vœux un programme ambitieux pour l'Union européenne**. Non seulement il s'agit de la seule voie à suivre, mais nous tenons également à souligner que le programme ne peut être mis en œuvre qu'avec des organisations de la société civile fortes et des citoyens avisés comme partenaires. Le **groupe des organisations de la société civile** du Comité économique et social européen (CESE) **se tient prêt à soutenir un tel programme**, en s'appuyant sur l'expertise et les connaissances de terrain de ses 109 représentants issus des 27 États membres de l'UE. Nous continuerons à interpeller les institutions européennes afin qu'elles prennent en compte les besoins et les aspirations de la société civile.

Nous saluons tout particulièrement l'engagement de M^me^ von der Leyen **à défendre les droits fondamentaux et à faire progresser la transition écologique**. Les citoyens engagés et les organisations de la société civile joueront un rôle essentiel dans la mise en œuvre de ces initiatives. Qu'il s'agisse des questions relatives à notre approvisionnement en matières premières critiques, à la défense ou aux assurances, la participation des organisations de la société civile peut aider l'Union à élaborer des solutions véritablement inclusives, qui répondent concrètement aux besoins des citoyens sur l'ensemble du territoire.

Si nous saluons l'intention de la présidente de maintenir les objectifs climatiques de l'UE, **nous appelons à mettre davantage l'accent sur la lutte contre les causes du changement climatique**, plutôt que sur les seuls débouchés commerciaux découlant des mesures d'adaptation nécessaires.

Nous proposons de **travailler à l'élaboration d'un programme européen spécifique qui intègre pleinement les 17 objectifs de développement durable**. Il est fondamental de réaffirmer le programme de développement durable tant au niveau européen qu'au niveau international. Dans cette optique, la mise en œuvre du pacte vert pour l'Europe doit se poursuivre à un rythme soutenu dans l'intérêt de tout le monde.

Nous demandons instamment **un engagement renouvelé en faveur de la société civile en tant que pierre angulaire fondamentale de la démocratie européenne**. L'infrastructure démocratique de l'Europe, dont le CESE est un élément vital, doit non seulement être protégée, mais aussi renforcée. Des citoyens actifs, des organisations de la société civile fortes et des collectivités résilientes sont indispensables pour défendre nos valeurs démocratiques, favoriser la cohésion sociétale et assurer une prospérité durable. C'est crucial pour l'avenir de l'Union européenne.

Notre Union sera plus forte et plus unie lorsque la société civile disposera pleinement des moyens d'agir. En tant que groupe des organisations de la société civile du CESE, nous nous tenons prêts à faciliter ce processus. C'est ainsi que nous pourrons renforcer encore davantage une Europe qui soit plus

démocratique, plus durable et plus proche de ses citoyens et de ses territoires.

SOON IN THE EESC/CULTURAL EVENTS



DÉFENDRE LES VALEURS EUROPÉENNES: LES POUVOIRS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Marija Hanževački, vice-présidente du CESE chargée de la communication, a accueilli la 18e édition du séminaire «Connecter l'UE», la manifestation phare du CESE en matière de communication, organisée conjointement avec le Conseil économique et social de Bulgarie et tenue à Sofia en juillet. En tant que première interlocutrice de notre couverture du séminaire, elle aborde avec nous ses principales discussions et conclusions.

Les 6 et 7 juillet, nous avons organisé le séminaire «Connecter l'UE» dans la capitale bulgare afin d'y discuter pendant deux jours de certaines des questions les plus urgentes auxquelles l'Europe est confrontée. Organisé conjointement par le CESE et le Conseil économique et social de la République de Bulgarie à l'université Saint-Clément-d'Ohrid de Sofia, le séminaire a réuni des membres du CESE et des communicateurs de la société civile, parmi lesquels des responsables de la communication et attachés de presse des associations d'employeurs, des syndicats et des organisations de la société civile, ainsi que des journalistes, des chercheurs et des représentants des institutions européennes et nationales.

Dans la section «Coup de projecteur» de ce numéro de septembre de CESE info, nous vous présentons les faits marquants de l'édition 2026 du séminaire «Connecter l'UE», au cas où vous auriez manqué l'événement ou souhaitez simplement un récapitulatif.

Le thème choisi cette année, à savoir «Défendre les valeurs européennes: les pouvoirs de la société civile», reflète la période difficile que traverse actuellement l'Europe. Les hypothèses qui ont façonné notre continent depuis des décennies sont de plus en plus remises en question, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières.
Nous faisons face à des tensions géopolitiques et à des défis en matière de sécurité croissants, à une pression toujours plus forte pour renforcer notre compétitivité et à des menaces de plus en plus graves pour la démocratie.

Notre première discussion a porté sur la nouvelle boussole économique de l'Europe. Nous nous sommes demandé comment l'Europe pourrait aligner les efforts visant à renforcer la compétitivité de son économie sur son modèle social spécifique et sur les ambitions environnementales qui la distinguent depuis longtemps. Les présidents et représentants des trois groupes du CESE — **Sandra Parthie, Florian Marin et Cillian Lohan** — ont ouvert le débat en discutant de ce à quoi devrait ressembler une Europe

compétitive, sociale et durable. La table ronde qui a suivi a permis de confronter différents points de vue sur la réglementation, le niveau de vie des travailleurs, les garanties environnementales et les conditions dont l'Europe a besoin pour construire une économie plus forte.

Ces questions ne peuvent être dissociées de la place que nous occupons dans le monde. Dans son discours liminaire, le journaliste et auteur Dave Keating a abordé la dépendance de l'Europe à l'égard des États-Unis et fait valoir qu'elle devait développer sa capacité à façonner son propre avenir. À l'heure où les alliances de longue date évoluent et où les dépendances économiques et sécuritaires comportent de plus en plus de risques, l'Europe doit décider de ce que devrait signifier une plus grande souveraineté dans la pratique.

Notre deuxième grand débat a porté sur la démocratie. L'ingérence étrangère, la désinformation, le populisme et l'influence croissante des plateformes en ligne déterminent ce que les Européens voient et façonnent leurs convictions et, en fin de compte, la manière dont ils votent. La présentation du rapport sur *La TikTokcratie dans les Balkans* par le Balkan Free Media Institute (BFMI) a montré comment la manipulation algorithmique et des réseaux coordonnés de faux comptes peuvent influencer les élections et exploiter les faiblesses de la surveillance des plateformes.

Nous avons examiné si la vérification des faits, la réglementation des médias et des initiatives telles que le bouclier européen de la démocratie étaient suffisantes pour contrer ces menaces. Mais la défense de la démocratie ne consiste pas seulement à lutter contre les fausses informations. Elle implique également de rétablir la confiance, de renforcer les médias indépendants et la société civile, et de communiquer de manière plus convaincante sur la manière dont la démocratie européenne améliore la vie des citoyens.

Il y a cependant de bonnes raisons de ne pas céder au pessimisme. Plus de la moitié des Européens continuent de faire confiance à l'UE, 57 % sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie au niveau de l'Union et 73 % considèrent cette dernière comme un lieu de stabilité dans un monde troublé. La démocratie mérite toujours d'être défendue, et les Européens continuent d'y croire.

Le deuxième jour, nous sommes passés des débats aux outils pratiques. Nos sessions consacrées à l'IA ont porté sur la façon dont l'intelligence artificielle transforme la manière dont les informations sont produites, diffusées et vérifiées. Les participants se sont penchés à la fois sur son potentiel et sur les risques qu'elle comporte, notamment dans le cadre de la vérification des faits et de la vérification numérique, ou encore de l'utilisation d'agents d'IA dans le travail de communication quotidien. Nous avons conclu par un atelier pratique LinkedIn sur la création de contenus percutants, l'établissement de liens professionnels constructifs et la manière d'utiliser l'IA sans perdre sa propre voix.

Notre ambition n'était pas de résoudre tous les problèmes de l'Europe en deux jours. Néanmoins, j'espère que nous avons quitté Sofia avec une meilleure compréhension des défis à venir, de nouvelles idées et des moyens plus efficaces de communiquer sur l'Europe. La société civile a un rôle essentiel à jouer, non seulement pour défendre les valeurs européennes, mais aussi pour faire en sorte que les citoyens puissent reconnaître la valeur de celles-ci dans leur vie quotidienne.

Vous trouverez plus d'informations sur le séminaire «Connecter l'UE 2026» sur le site web de l'événement, où il vous sera possible de visionner les enregistrements de toutes les tables rondes et sessions. Ils sont également disponibles sur la chaîne YouTube du CESE.



LA DÉSINFORMATION EST-ELLE UNE MENACE POUR LA DÉMOCRATIE?

Le Conseil économique et social de Bulgarie a accueilli et organisé conjointement avec le CESE le séminaire «Connecter l'UE» qui s'est tenu à Sofia en juillet dernier. L'un des sujets phares était la menace que la désinformation fait peser sur la démocratie. Dans son article pour CESE Info, M^{me} Zornitsa Rousinova, présidente du Conseil économique et social bulgare et membre du CESE, s'appuie sur le débat autour de l'adhésion de la Bulgarie à la zone euro pour expliquer comment la société civile organisée, des informations fiables et l'éducation aux médias peuvent contribuer à lutter contre la manipulation et à protéger la confiance du public.

Ce fut un grand honneur pour le Conseil économique et social de Bulgarie de coorganiser l'édition 2026 du séminaire «Connecter l'UE» aux côtés du Comité économique et social européen. Ce fut également une marque de reconnaissance du rôle actif de la société civile organisée et de l'importance de la coopération entre les institutions européennes et nationales pour sauvegarder nos valeurs démocratiques communes.

Aux yeux de ma génération, la démocratie et la paix paraissaient inébranlables en Europe. Pourtant, aujourd'hui, nous voyons des guerres autour de nous et entendons des voix qui remettent en cause les valeurs démocratiques. En tant que représentants de la société civile organisée, notre rôle est donc de soutenir et de défendre les politiques économiques et sociales gouvernementales qui défendent ces valeurs.

La désinformation figure parmi les défis majeurs auxquels sont confrontées les sociétés européennes de nos jours. Il ne s'agit plus d'un concept abstrait, mais d'un phénomène qui se manifeste de plus en plus partout en Europe. Elle a une incidence croissante sur l'opinion publique et sur la perception qu'ont les citoyens des enjeux clés, elle creuse les écarts sociaux et mine la confiance dans les institutions. Dans l'environnement numérique actuel, les informations fausses ou trompeuses se propagent souvent plus rapidement que les faits vérifiés. Il est en conséquence de plus en plus difficile pour les citoyens de distinguer la vérité de la manipulation. C'est pourquoi nous avons besoin de sources d'information fiables et d'institutions qui défendent systématiquement les faits, les preuves et la vérité.

La société civile organisée joue un rôle essentiel dans ce processus. Le Conseil économique et social de Bulgarie montre comment le dialogue entre les employeurs, les syndicats et les organisations de la société civile peut déboucher sur des positions équilibrées fondées sur l'expertise, les preuves scientifiques et l'expérience européenne. Une telle coopération n'est pas seulement une contribution au débat public, c'est un investissement dans la confiance du public. Et la confiance reste notre meilleure défense contre la désinformation.

Cette approche s'est avérée particulièrement cruciale lors du débat public sur l'adhésion de la Bulgarie à la zone euro. Alors que les discussions étaient rythmées par les idées reçues, les spéculations et les affirmations contradictoires, le Conseil a offert aux citoyens des informations fiables et fondées sur des données probantes. Notre objectif n'était pas de nous engager dans une controverse politique, mais d'aider les citoyens à prendre des décisions éclairées basées sur des faits plutôt que sur la peur ou la désinformation.

Parallèlement, l’éducation et l’esprit critique constituent des outils essentiels pour bâtir des sociétés résilientes. Des citoyens capables d’évaluer l’information, de reconnaître les sources dignes de confiance et de déceler la manipulation sont mieux armés pour résister à la désinformation. L’éducation aux médias n’est plus une compétence facultative, il s’agit d’une exigence fondamentale pour les démocraties modernes.

En Bulgarie comme partout en Europe, les citoyens se préoccupent avant tout des questions qui touchent directement leur quotidien: la hausse du coût de la vie, le changement climatique, la sécurité et les conséquences de la guerre. Ils attendent des solutions pratiques et des réponses claires. Par conséquent, les institutions, les médias, les experts et les organisations de la société civile doivent travailler ensemble pour faire en sorte que des informations fiables parviennent aux citoyens de manière accessible, en temps utile et sur la base de données probantes.

J’ai la ferme conviction que le dialogue, la transparence et la confiance au sein de la société sont les fondements d’une réponse efficace à la désinformation. Grâce à une coopération fondée sur l’expertise, les faits et la responsabilité partagée, nous pouvons protéger les valeurs européennes, renforcer la confiance du public et faire en sorte que l’Europe reste proche de ses citoyens. Des informations fiables ne sont pas simplement un moyen de communication: elles constituent une pierre angulaire de la démocratie et une condition préalable à la prise de décisions éclairées dans l’intérêt public.

Zornitsa Rousinova *est présidente du Conseil économique et social de la République de Bulgarie. Elle a été vice-ministre du travail et de la politique sociale au sein de trois gouvernements entre 2012 et 2020, et ministre du travail et de la politique sociale de 2016 à 2017, chargée des politiques relatives au marché du travail, de l’inclusion sociale, du droit du travail, des affaires européennes et de la coopération internationale, ainsi que de la gestion des fonds européens. Elle est membre du groupe des organisations de la société civile du CESE depuis septembre 2025.*



L’EUROPE A PLACÉ TOUS SES ŒUFS DANS LE PANIER AMÉRICAIN — AUJOURD’HUI, CE PANIER SE PERCE DE TOUTES PARTS

Pourquoi les Européens tolèrent-ils que leurs responsables politiques courbent l’échine régulièrement devant Donald Trump, alors qu’ils s’indigneraient des mêmes marques de soumission à l’égard d’un dirigeant d’une autre puissance étrangère? Dans son intervention lors de l’édition 2026 du séminaire «Connecter l’UE», Dave Keating, journaliste en poste à Bruxelles et auteur du livre «Le continent captif», fait remonter la soumission de l’Europe aux États-Unis aux décennies de domination culturelle américaine, à la suite desquelles les Européens peinent d’un point de vue psychologique à considérer les États-Unis comme étant autre chose que des amis. Nous vous présentons quelques moments saillants du discours qu’il a prononcé à Sofia.

Pendant 80 années, les citoyens européens n’ont cessé d’être bercés de l’illusion qu’ils sont indépendants. Après la Seconde Guerre mondiale, pour prix de la reconstruction grâce au plan Marshall et de la protection de l’OTAN, l’Europe occidentale a cédé une grande partie de sa souveraineté aux États-Unis. Au vu de

l’ampleur des destructions que les puissances européennes s’étaient infligées au cours de cette guerre, il était peut-être inévitable qu’elles se prêtent à ce pacte faustien. Mais ce qui laisse perplexe, ce sont les raisons pour lesquelles les dirigeants européens, alors même qu’ils ont mené à bien la reconstruction grâce aux miracles économiques des années 1960, ont choisi de conserver ce même modèle de protectorat, qui s’apparente à bien des égards à celui d’États vassaux, et ce jusqu’à aujourd’hui encore, 80 années plus tard.

Pendant la guerre froide, en des lieux tels que ceux où nous nous trouvons aujourd’hui, en Bulgarie, la Russie a exercé une domination brutale et sans fard. À l’ouest du rideau de fer, les États-Unis exerçaient une domination plus subtile — et c’était un choix délibéré. Comme le fait valoir l’universitaire Glyn Morgan dans son récent livre «*The Rise and Fall of American Europe» (L’ascension et la chute de l’Europe américaine)*, qui retrace la manière dont les États-Unis ont créé l’Europe occidentale de l’après-guerre et s’en sont servi à leur avantage, il s’agit en quelque sorte du collier de la fable «Le loup et le chien», grâce auquel les États-Unis laissent suffisamment d’indépendance pour éviter de susciter des ressentiments à leur égard, mais pas trop pour éviter de mettre en péril leur domination.

Après 1989, l’Europe de l’Est a décidé d’adopter ce modèle occidental de domination américaine, pour des raisons évidentes, car il était de loin préférable à la brutalité de la domination soviétique. Mais cet arrangement a toujours été ténu et risqué. L’Europe a mis tous ses œufs dans le panier américain. Et aujourd’hui, ce panier se perce de toutes parts.

Donald Trump a mis en lumière non seulement l’ampleur du pouvoir qu’exercent les États-Unis sur l’Europe, mais aussi la facilité avec laquelle ils peuvent racketter les Européens en jouant contre eux de leurs dépendances. En tant que journaliste posté à Bruxelles, j’ai observé avec stupéfaction, tout au long de l’année 2025, la manière dont les dirigeants européens ne cessaient de capituler face à Donald Trump. Pourquoi, me suis-je demandé, l’Union européenne ne semble-t-elle pas disposée à recourir aux innombrables instruments qu’elle possède pour lutter contre ce racket? Il existe toute une série d’explications, mais à mon sens, l’une d’elles s’impose de toute évidence. Des décennies de domination culturelle américaine sur ce continent ont placé les Européens dans l’incapacité de considérer les Américains comme des adversaires, des menaces ou de possibles ennemis.

Comment expliquer autrement que les citoyens européens ont accepté les capitulations répétées de leurs dirigeants face à Donald Trump au cours de l’année écoulée? Il suffira de citer: les concessions humiliantes de l’accord de Turnberry conclu par la présidente von der Leyen, signé sur le terrain de golf que Donald Trump possède en Écosse; la flagornerie à l’égard de Trump, au point de l’appeler «Papa»; l’acceptation sans contestation au sein de l’OTAN d’un objectif fixé arbitrairement à 5 % pour les dépenses militaires, un niveau que même les États-Unis n’atteignent pas. Nous savons que les citoyens n’accepteraient jamais de telles prosternations face à un dirigeant russe ou chinois. Pourquoi donc apparaissent-elles pour ainsi dire normales lorsqu’il s’agit des États-Unis?

Dès leur naissance, les Européens sont imprégnés de culture américaine. Allumez la radio et vous êtes presque certain de tomber sur une chanson américaine. Allumez la télévision et vous trouverez un programme américain. Il en va ainsi depuis des décennies et cette situation a forcément des effets sur la psychologie des Européens. Je suis convaincu qu’elle a fait croire de manière subconsciente à une grande partie de la population européenne qu’elle vit en Amérique, ou du moins aux marges extérieures de l’empire américain. Il est donc difficile, d’un point de vue psychologique, d’accepter que les États-Unis puissent désormais être un adversaire, voire un ennemi qui entend s’en prendre à l’Europe.

Quelles mesures essentielles prendre pour libérer l’Europe de sa dépendance à l’égard des États-Unis et parvenir à la souveraineté européenne?

Il nous faut prendre au sérieux le problème de la domination culturelle américaine... L’ironie de l’histoire est que nous avons à présent une culture européenne commune, qui n’est autre que la culture américaine. Un Italien et un Allemand ne savent rien de leurs vedettes de la chanson, de leurs émissions de télévision ou de leurs actualités respectives, mais lorsqu’ils se trouvent ensemble, ils peuvent discuter de culture américaine. Ils parlent de Superman, de Beyoncé ou encore de Stranger Things.

Il nous faut remédier aux manquements des systèmes éducatifs de ce continent. L’ignorance qu’ont les Européens de la vie politique de l’Union européenne s’explique par le fait que leurs systèmes éducatifs ne leur ont jamais enseigné ne fût-ce que les bases de l’éducation civique européenne ni la manière dont fonctionne réellement l’Union.

L’Europe ne peut parvenir à la souveraineté que grâce à la fédération de l’Union européenne. Il n’existe pas d’autre voie. Et à ceux qui tiennent le simple mot de fédération pour une grossièreté, je demanderais d’expliquer comment les Européens peuvent être souverains et libres de la domination des superpuissances mondiales... Oui, il existe des différences entre les différentes parties de l’Europe. Mais prenez du recul, passez à l’échelle mondiale, et vous constaterez que les Européens ont bien plus en commun les uns avec les autres qu’ils ne le pensent. Il existe une culture européenne, il existe un mode de vie européen. Ce ne sont pas les mêmes que dans d’autres régions du monde. Et ce ne sont pas les mêmes qu’aux États-Unis... Peut-être l’expression «États-Unis d’Europe» amène-t-elle tout un chacun à faire une comparaison erronée. Il serait plus juste de se comparer avec l’Inde, qui est une union d’États différents qui, historiquement, étaient tous distincts, et où coexistent différentes langues, différentes cultures, différentes races. Ces États ont été conglomérés par l’impérialisme britannique et, lorsqu’ils ont chassé les Britanniques du sous-continent, ils auraient pu choisir de revenir à la situation antérieure d’un groupe de petits États princiers d’une taille semblable à celle qu’on connaît en Europe. Au lieu de cela, ils ont choisi de construire une union souveraine indépendante.

Le pouvoir économique de l’Europe: celle-ci dispose de tous les instruments dont elle aurait besoin pour pouvoir s’opposer au racket de Donald Trump, mais elle choisit de ne pas les utiliser. Pourquoi les gouvernements et les banques n’ont-ils pas adhéré à l’initiative européenne pour les paiements, ce qui empêcherait Donald Trump de priver du jour au lendemain les Européens de la possibilité d’effectuer entre eux des paiements avec le système Visa Mastercard? Pourquoi l’Allemagne bloque-t-elle le recours à l’instrument anticoercitif contre les États-Unis? Pourquoi la France bloque-t-elle la diversification des partenaires commerciaux de l’Union européenne? Pourquoi l’Italie bloque-t-elle de simples discussions sur le recours à l’instrument anticoercitif de l’Union contre les importations de services américains? Parce que les Européens n’ont pas le courage ni la confiance en eux nécessaires pour tirer parti des atouts qu’ils possèdent.

L’armée européenne: des forces armées européennes mises en commun auraient des effectifs aussi importants que celles des États-Unis et dix fois supérieurs à celles de la Russie. Mais les efforts déployés pour leur donner un tour concret ont été bloqués par les dirigeants atlantistes de ce continent, par crainte de saper l’OTAN, laquelle est à présent effectivement un tigre de papier, comme l’a déclaré Donald Trump en personne. Après tout, c’est lui qui décide si l’OTAN en est un ou non. Et il est évident qu’il n’existe plus

de protection de l'Europe par les États-Unis au titre de l'article 5.

Enfin, les Européens doivent croire en eux-mêmes. Nous devons encourager une fierté européenne, qui n'occulte pas les terribles erreurs du passé mais qui va aussi de l'avant, en en tirant les leçons et en suscitant un nationalisme civique européen. Nous ne pouvons pas laisser plus longtemps à l'extrême droite l'émotion qu'est la fierté ou encore le patriotisme. Nous devons offrir aux Européens un patriotisme continental. Nous devons définir ce que c'est que d'être Européen, ce qui nous différencie des ennemis de l'Europe. Nous devons expliquer pourquoi l'Europe ce ne sont pas les États-Unis et pourquoi c'est une bonne chose dont les Européens devraient être fiers.

Vous pouvez visionner l'intégralité du discours en cliquant sur ce lien.

Journaliste américano-européen installé à Bruxelles, ***Dave Keating*** *couvre la politique de l'Union européenne depuis vingt ans. Il est le correspondant à Bruxelles de la chaîne d'information internationale France 24, rédige la lettre d'information Gulf Stream Blues* sur Substack et est l'auteur du livre Le continent captif, qui aborde la dépendance de l'Europe à l'égard des États-Unis. *Il était auparavant chercheur principal non résident pour l'Atlantic Council et rédacteur en chef d'EuropeanVoice.com, une publication annexe de The Economist. En 2023, il a été classé à la première place des influenceurs des médias sociaux dans le domaine de l'UE.*



FABRIQUÉ DANS L'UE: COMPÉTITIF, SOCIAL ET DURABLE

A l'occasion du séminaire «Connecter l'UE», Sandra Parthie et Cillian Lohan, les présidents respectifs du groupe des employeurs et du groupe des organisations de la société civile du CESE, ainsi que Florian Marin, qui représentait le groupe des travailleurs, ont tenu une table ronde intitulée «Fabriqué dans l'UE: compétitif, social et durable», pour débattre de certaines des priorités les plus urgentes de l'Union. Voici quelques-unes des réflexions qu'ils ont partagées.

L'Union dispose désormais d'un programme en matière de compétitivité, mais antérieurement, elle a lancé le pacte vert pour l'Europe et pris un engagement en faveur d'une Europe sociale forte, l'objectif étant d'œuvrer en faveur de la durabilité et de meilleures conditions sociales. Comment, selon vous, est-il possible d'équilibrer les trois aspects?

Sandra Parthie, présidente du groupe des employeurs du CESE

Renforcer la compétitivité, mener à bien la transition écologique et garantir des normes sociales solides sont autant d'actions qui dépendent des investissements. Or, dégager les capitaux nécessaires à cette fin représente un casse-tête quasi insoluble. Chaque euro ne peut être dépensé qu'une seule fois: doit-il servir à rendre la production plus efficace, à développer de nouveaux produits ou à garantir la sécurité sur le lieu

de travail? C’est le genre de décisions qu’une entreprise ou un propriétaire d’entreprise doit sans arrêt prendre, tout en tenant compte de tous les coûts de mise en conformité découlant du cadre réglementaire européen. Le problème est que, par rapport à d’autres régions du monde, mener des activités en Europe est devenu nettement plus difficile. Malheureusement, les entreprises tendent à délocaliser en dehors de l’Union, dans des endroits où il est plus facile de générer de la valeur et de maintenir une exploitation durable. Le problème est que nous n’avons pas encore résolu ce défi fondamental. Comment inciter les entreprises à rester en Europe et faire en sorte qu’elles puissent y investir et rester rentables? Sans bénéfices, il ne reste plus rien à redistribuer, que ce soit pour mener des initiatives vertes, ou pour améliorer les salaires et les conditions de travail. Sans réaliser de profit au préalable, il n’y a rien à redistribuer!

Pour remédier à cette situation, la première priorité de l’Union devrait être d’investir dans les infrastructures de base. Le budget limité de celle-ci disponible à cet effet devrait être consacré à la modernisation et à l’amélioration des infrastructures européennes — réseaux de télécommunications, d’énergie et de transport. Il s’agit de l’épine dorsale de la croissance économique. Pour que l’IA puisse également décoller en Europe, elle a besoin de réseaux de télécommunications solides. Produire de manière rentable nécessite une baisse des prix de l’énergie, ce qui passe par des réseaux modernisés capables de gérer les énergies renouvelables. Sans une base d’infrastructures solide, les systèmes énergétiques seront défaillants, les transports stagneront et la connectivité diminuera. Tout cela nécessite des investissements publics dans les infrastructures. Nous devons établir le socle à partir duquel tout le reste pourra se développer. A défaut, nous allons finir par nous retrouver dans une situation où l’électricité ne fonctionnera pas, où les trains ne circuleront pas et où, en bout de chaîne, nous ne pourrons plus communiquer les uns avec les autres. Ce n’est pas ce que nous souhaitons.

Comment redéfinir le concept de compétitivité pour qu’il soit au service de la société et de l’environnement, plutôt que de devenir l’objectif ultime?

Florian Marin (groupe des travailleurs)

La compétitivité ne peut être synonyme d’inégalité, d’emplois précaires ou de dumping social. D’ailleurs, tous ces facteurs nuisent à la compétitivité. Nous avons besoin de quatre éléments concrets. Premièrement, cesser d’utiliser l’argument de la compétitivité pour faire baisser les salaires. Il s’agit d’un piège qui finira par nuire à la démocratie, au projet européen et à la compétitivité elle-même. Si l’on réduit le pouvoir d’achat, cela aura une incidence sur la demande et donc sur nos économies dans leur ensemble. Depuis longtemps, nous externalisons notre croissance vers d’autres pays, tels que les États-Unis ou la Chine. Tenter de concurrencer la Chine en matière de bas salaires est comparable à une course qu’on peut pas gagner. Pour être viable, la compétitivité suppose aussi de posséder des compétences, d’investir dans l’innovation et de créer les conditions nécessaires à la prospérité des entreprises. C’est la voie qui mène à la compétitivité: ne pas baisser les salaires, mais créer un meilleur environnement de travail, durable et capable d’offrir de la prévisibilité, de bonnes conditions de vie et une bonne qualité de vie.

Deuxièmement, nous devons considérer les investissements publics comme un moteur de croissance pour l’Union. Pour y parvenir, il nous faut repenser le rôle des institutions publiques dans les investissements et associer plus étroitement la société civile. Troisièmement, je pense que nous avons besoin d’une conditionnalité, consistant à orienter les investissements publics vers le bien commun, afin que le marché fonctionne dans l’intérêt de la société et non l’inverse. Quatrièmement, je pense qu’il est fondamental d’avoir un dialogue social et une négociation collective qui fonctionnent. Je sais qu’il s’agit d’une perspective syndicale, mais une fois de plus, nous avons des lois qui doivent être respectées. Nous disposons de la

directive européenne relative aux salaires minimaux — je pense par exemple au seuil de 80 % de couverture des négociations collectives. Les mesures appropriées aident les entreprises à former, recruter et retenir les talents, ce qui leur permet également d'innover, d'améliorer la qualité et de réaliser des économies. Bien entendu, nous avons également besoin de l'union des marchés de capitaux pour faciliter les investissements et le financement des entreprises.

Ces quatre éléments sont essentiels. Nous devons les intégrer dans le futur concept de compétitivité. Nous devons travailler sur la base de la négociation collective, des droits sociaux et fondamentaux, ainsi que de salaires décents. C'est ainsi que nous garantirons la survie du projet européen et de la démocratie, que nous mettrons un terme au populisme d'extrême droite et que nous parviendrons à la compétitivité de manière durable.

Comment parvenir à une économie durable alors que les ressources sont rares et que d'autres pays et puissances mondiales peuvent adopter une approche différente?

Cillian Lohan — président du groupe des organisations de la société civile du CESE

Nous disposons déjà d'un cadre global auquel nous avons souscrit et sur lequel nous nous sommes engagés: le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies, avec ses objectifs de développement durable. Parmi les 17 objectifs que nous entendons réaliser figurent la croissance économique, les investissements dans les infrastructures et la dimension sociale. Il est important de noter qu'ils comprennent également la dimension environnementale.

Je ne pense pas que notre point de départ pour construire une économie durable devrait être de considérer que nous avons besoin d'une économie forte — simplement pour disposer de suffisamment d'argent pour financer tout ce dont la société a besoin et protéger l'environnement. J'estime au contraire que nous devrions prendre le problème par l'autre bout et examiner nos besoins en tant que société. Nous devrions nous pencher sur la nécessité de respecter la nature, de laquelle nous tirons toutes nos matières premières, et en faire le point de départ pour concevoir les choses, dans la pensée qu'il existe des limites naturelles. Il s'agit de travailler dans les limites de notre planète. Nous voyons bien quelles sont les conséquences lorsque l'on commence par l'économie: la dégradation de l'environnement, jusqu'à cette extrémité que nous appelons la triple crise planétaire de la pollution, de la perte de biodiversité et du changement climatique. Il est extraordinaire que nous acceptions simplement qu'il s'agit du monde dans lequel nous vivons. Nous avons détruit des habitats et modifié notre climat au point que certaines parties de la Terre pourraient devenir inhabitables. Si nous poursuivons cette trajectoire, nous aurons un énorme problème de migration à partir de zones peuplées qui ne seront plus habitables.

Je pense que ce dont nous avons réellement besoin, c'est d'un changement dans la manière dont nous abordons le problème en première instance. Nous devons trouver un moyen d'atteindre ces objectifs de développement durable en adoptant un angle différent.

Je n'ai jamais souscrit à l'idée que la meilleure raison de faire quelque chose est que tout le monde le fait. En fait, je pense qu'il est préférable de faire les choses un peu différemment de tout le monde. Cela peut être très fructueux dans certains cas, et parfois, désastreux. Mais dans le cas qui nous occupe, je pense que nous disposons déjà d'une base très solide en faveur de la durabilité. Lorsque l'on voyage dans le monde entier, on s'aperçoit que le reste du monde considère l'Union comme un leader en matière de durabilité. C'est, selon moi, le point qui fait vraiment notre différence. Nous sommes paranoïaques à l'idée que les

autres voient l'Europe comme un ensemble de grandes autorités de réglementation et de création de normes. Nous nous sommes habitués à cette idée reçue, et il me semble que nous sommes maintenant obsédés par la dérégulation et l'abrogation de règles, juste pour pouvoir dire aux autres: «Oh non, en fait nous ne sommes pas comme ça. Regardez nous, nous sommes libres et insouciants.» Or, les règles et réglementations ne sont pas nécessairement mauvaises si elles produisent les bons résultats. Certaines de nos règles et réglementations n'aboutissent pas aux résultats attendus, et elles doivent être adaptées et modifiées. Mais nous sommes déjà à la pointe dans le domaine de la durabilité, et je pense que nous devrions assumer pleinement cette position.



CONCILIER COMPÉTITIVITÉ, DROITS SOCIAUX ET DURABILITÉ

Une table ronde sur le thème «La nouvelle boussole économique de l'Europe: concilier compétitivité, droits sociaux et durabilité» s'est tenue pendant l'édition 2026 du séminaire «Connecter l'UE». À cette occasion, les intervenants ont discuté de la manière dont l'Union européenne peut mieux harmoniser ses objectifs économiques et sociaux dans un contexte mondial qui évolue à un rythme sans précédent. Voici les principaux points évoqués.

Connor Allen, représentant d'intérêts économiques

La compétitivité est devenue l'un des thèmes déterminants du programme d'action actuel de l'Union européenne (UE). Selon vous, que nous disent les données sur la situation actuelle de l'industrie européenne et pourquoi pensez-vous que la compétitivité constitue aujourd'hui une telle priorité?

De la même façon qu'on ne peut pas construire une maison sans fondations, on ne peut pas établir de protections sociales sans prospérité. Sans une Europe compétitive, il n'y a pas d'Europe sociale. Il ne peut pas en aller autrement.

Nous sommes en crise et nous devons tirer la sonnette d'alarme.

La part du marché mondial que l'Europe occupe est passée de 25 % en 1992 à 13 % à l'heure actuelle. Notre marché a perdu relativement en taille et en importance. Si en 1992, la parité de pouvoir d'achat d'un Européen moyen représentait 80 % de celle d'un Américain moyen, elle ne s'élève aujourd'hui plus qu'à 68 %. Notre marché est donc aussi relativement plus pauvre. En outre, l'Europe est constamment dépassée par ses concurrents aux États-Unis et en Chine en ce qui concerne l'ensemble des indicateurs qui traitent de l'innovation. Nous comptons 110 licornes, contre 680 aux États-Unis. Nos dépenses de R&D ne représentent qu'une fraction de celles consenties par la Chine et les États-Unis. Un million d'emplois ont disparu entre 2019 et 2023. Et la Commission européenne elle-même déclare que les pertes d'emplois s'élèvent aujourd'hui à 27 000 par mois. De nombreuses usines ferment, tandis que celles qui restent ouvertes ne fonctionnent pas à pleine capacité dans tous les secteurs. Prenons l'exemple du secteur automobile, qui représente 10 % de la production économique européenne et où une usine moyenne fonctionne à 33 % de

sa capacité. Vous m’avez demandé ce que les données nous disent sur la situation de l’industrie européenne. Il apparaît très clairement que ces chiffres sont, pour être franc, apocalyptiques. C’est la raison pour laquelle la compétitivité occupe une place de plus en plus importante à l’ordre du jour et capte toute l’attention politique.

Quels sont, selon vous, les principaux obstacles qui empêchent l’industrie européenne de rivaliser au même niveau que ses concurrents mondiaux? Et quels types de changements de politique préconiseriez-vous?

La solution la plus facile: déréglementer, encore et toujours. Mais il n’y a pas qu’un seul obstacle. Notre industrie est touchée par trois grands maux: la surréglementation, la surimposition et les coûts élevés de l’énergie. Depuis un an environ, les risques géopolitiques — dont nous sommes tous très conscients — commencent à devenir le quatrième mal. En fin de compte, nous sommes confrontés à des coûts de l’énergie, des coûts de main-d’œuvre et des taxes historiquement élevés. Cette combinaison n’est pas favorable.

Par déréglementer, je n’entends pas «niveler par le bas». Je pense à une réduction des obligations de déclaration redondantes, des audits qui se chevauchent, des règles qui mesurent le processus plutôt que les réalisations et des situations dans lesquelles la mise en conformité devient une activité économique à part entière. Chaque entreprise en Europe doit se conformer à des centaines d’actes législatifs rien qu’au niveau de l’UE, sans parler de la réglementation à l’échelon national. La majeure partie de cette réglementation a été adoptée au cours des dix dernières années et c’est la raison pour laquelle les Japonais la qualifient de «tsunami réglementaire».

Par exemple, les coûts combinés de mise en conformité avec la directive sur la publication d’informations en matière de durabilité par les entreprises, la directive sur le temps de travail et la directive sur la transparence des rémunérations s’élèvent à environ 1,5 million d’EUR d’investissements initiaux, avec des coûts annuels supplémentaires de 1 million d’EUR. Avec cet argent, combien de travailleurs pourrait-on employer? Combien de machines pourrait-on acheter? Combien d’innovations pourrait-on financer? Beaucoup, en réalité. Cette situation n’est viable selon aucun indicateur.

Anne Friel, responsable du programme «Droits environnementaux et état de droit» chez ClientEarth

ClientEarth s’est montré très critique à l’égard du récent programme de simplification de la Commission. Quelles sont les principales préoccupations de votre organisation?

Nous avons deux préoccupations: la manière dont ces changements s’opèrent, mais aussi ce qu’ils impliquent dans la pratique et ce qui est en jeu.

Au cours des deux dernières années, environ dix propositions législatives omnibus ont fait l’objet d’une procédure accélérée sous prétexte de simplification, de compétitivité et d’urgence. La Commission s’est complètement écartée de ses propres règles en matière d’amélioration de la réglementation, qui nécessitent des analyses d’impact et une consultation publique solides. Ces règles ne sont pas optionnelles: elles garantissent que la législation de l’Union se fonde sur des preuves solides des incidences à long terme sur les citoyens, les entreprises, les droits de l’homme et les objectifs climatiques, et qu’elle prenne en compte les expériences et les points de vue des Européens. Toutefois, aucune des dix dernières propositions

omnibus n’a suivi ces règles.

Les vérifications de la cohérence climatique et les analyses d’impact ont été omises, les consultations publiques ont été contournées et de nombreuses décisions essentielles prises par la Commission lors de l’élaboration de ces propositions législatives ont été, en réalité, influencées par certains intérêts commerciaux et ont exclu les voix de la société civile.

La directive sur le devoir de vigilance des entreprises en matière de durabilité (CSDDD) a été vidée de sa substance par la première proposition omnibus, alors qu’il s’agissait d’un acte législatif majeur du pacte vert. Elle exigeait des grandes entreprises qu’elles recensent, préviennent et combattent les violations des droits de l’homme et les atteintes à l’environnement tout au long de leurs chaînes de valeur. Elle imposait également aux entreprises d’adopter et de mettre en œuvre des plans de transition climatique.

Le premier train de mesures omnibus a radicalement réduit le nombre d’entreprises auxquelles ces mesures s’appliquent et a complètement éliminé les plans de transition climatique, avec pour justification, dans la proposition de la Commission, que ces plans représentaient des charges administratives et bureaucratiques. Ils constituent pourtant une obligation primordiale et une composante essentielle du pacte vert. Qu’est-ce que cela signifie pour l’Europe? Si les entreprises ne sont plus tenues de rendre compte des atteintes à l’environnement et aux droits de l’homme liées à leurs chaînes d’approvisionnement, les risques sont en réalité supportés par d’autres: par les travailleurs victimes d’exploitation, par les populations touchées par la pollution et la déforestation, puis, en fin de compte, par chacun d’entre nous, nos enfants et les enfants de nos enfants, qui sommes tous confrontés aux conséquences du changement climatique. Si nous devons réellement modifier la législation, faisons de même au niveau européen, en nous fondant sur la démocratie et en nous appuyant sur des preuves solides et une participation inclusive.

Que proposeriez-vous pour rendre les entreprises européennes plus compétitives dans l’économie mondiale sans compromettre les protections environnementales mises en place par l’UE?

Réduire considérablement les garanties environnementales et sociales n’est pas la solution. La démocratie, la transparence et l’élaboration de politiques fondées sur des données probantes ne constituent pas des obstacles à la compétitivité. Ce sont elles qui rendent la réglementation européenne crédible et durable. Nous devrions vraiment réfléchir à la résilience énergétique, à la résilience alimentaire et à la manière dont nous pouvons maintenir notre mode de production à l’avenir. Tout ceci n’est clairement pas possible sans réglementation.

Un environnement sain et un climat sûr constituent les fondements des entreprises et de la bonne marche des affaires à l’avenir. Bien que les coûts liés au maintien du réchauffement climatique en dessous de deux degrés et à la prévention de l’effondrement des écosystèmes semblent extrêmement élevés aujourd’hui, si nous n’agissons pas, les coûts de l’inaction seront beaucoup plus élevés.

Slavina Spasova, ULB, membre de l’équipe principale du réseau European Social Policy Analysis Network (ESPAN)

Dans son rapport sur l’état des lieux pour l’année 2025, l’Institut syndical européen affirme que la compétitivité est devenue une perspective trop étroite pour penser à la réussite économique. Si tel est le cas, quels indicateurs les décideurs politiques devraient-ils plutôt prendre en

considération?

La macroéconomie et les expériences vécues par les citoyens évoluent parfois dans des directions opposées. Les indicateurs macroéconomiques s'améliorent: l'emploi est en hausse et le PIB se redresse, mais les salaires réels dans plusieurs États membres restent inférieurs aux niveaux d'avant la pandémie, la pauvreté des enfants augmente même dans certains pays et le logement est de plus en plus hors de portée, en particulier pour les jeunes générations.

Nous devrions examiner quatre indicateurs.

Le premier est la qualité de l'emploi. Il ne faut pas seulement étudier les taux d'emploi, car des chiffres élevés peuvent masquer des situations très fragiles, comme des contrats précaires, des horaires de travail imprévisibles, des emplois pouvant entraîner des risques psychosociaux ou des cas de jeunes ne travaillant pas et ne suivant pas d'études ou de formation. Nous devons en outre nous pencher encore davantage sur des indicateurs tels que la croissance des salaires réels, la pauvreté des travailleurs, l'écart de rémunération et de pension entre les hommes et les femmes, ainsi que la portée des négociations collectives.

Le deuxième domaine très important est l'investissement social tout au long de la vie. Ce qui est vraiment rassurant, c'est que ce paradigme reste primordial au sein de l'UE. Il est visible dans l'union des compétences, dans la stratégie de lutte contre la pauvreté, dans le plan en matière de logement et, de manière plus générale, dans l'approche fondée sur le parcours de vie qui se dégage du socle européen des droits sociaux. On le retrouve à présent également dans la gouvernance de l'Union, en particulier grâce à la nouvelle procédure de convergence sociale. Toutefois, une fois de plus, il existe un risque que l'approche de l'investissement social soit réduite aux seules compétences et à l'offre de main-d'œuvre.

Troisièmement, nous devrions examiner de manière synoptique les trois principales transitions qui se déroulent actuellement au niveau de l'UE, sur le plan écologique, numérique et démographique. Et en quatrième lieu, n'oublions pas la politique d'égalité entre les hommes et les femmes, car ces transitions sont toutes largement insensibles aux questions d'égalité de genre.

Il est très important de viser juste en ce qui concerne le discours général, ce qui signifie que le socle européen des droits sociaux devrait rester le discours principal. Voyons ce qu'il advient du plan d'action révisé.

Qu'est-ce qui vous préoccupe le plus en ce qui concerne le programme de simplification de l'UE?

Personne, pas même les syndicats, ne s'oppose à des règles plus claires, plus simples et plus faciles à appliquer. La simplification est légitime et peut même soutenir les objectifs sociaux et environnementaux. Toutefois, lorsque l'on procède à une simplification, il est très important de mener dans un premier temps des analyses d'impact appropriées et d'associer ensuite toutes les parties prenantes, y compris les syndicats et la société civile.

Philipp Lausberg, analyste politique en chef, European Policy Centre

Comment évaluez-vous l'état de l'économie européenne et ses perspectives dans cet environnement très concurrentiel?

L’Europe reste le deuxième plus grand bloc économique au monde. Elle est la plus grande puissance commerciale. Elle jouit d’une main-d’œuvre hautement qualifiée, de solides capacités de fabrication, d’un excellent secteur de la recherche et d’un leadership mondial dans de nombreuses technologies vertes et industrielles. Elle dispose d’un état de droit solide, d’une bonne prévisibilité et d’un modèle social robuste. Autant d’éléments qui constituent des atouts dans un monde de plus en plus instable et imprévisible. Mais le monde a fondamentalement changé. Et le modèle de croissance de l’Europe repose essentiellement sur des hypothèses qui ne sont plus d’actualité, telles qu’une énergie bon marché en provenance de Russie, des marchés d’exportation ouverts qui s’appuient sur le libre-échange mondial et un ordre international fondé sur des règles et dont la sécurité est garantie par les États-Unis. Tout cela est pratiquement terminé. Nous sommes aujourd’hui confrontés à une fragmentation géopolitique et à des guerres, ainsi qu’à l’instrumentalisation des relations économiques.

Si elle n’adapte pas son modèle économique à ces nouvelles réalités, l’Europe risque réellement de connaître une lente agonie. Elle ne peut le faire que si elle parvient à tirer parti de sa taille. Cela signifie qu’elle doit intégrer plus avant son marché unique, investir davantage et construire des infrastructures solides tout en investissant dans les compétences et en réduisant les prix de l’énergie.

Le fait que les États-Unis comptent de grandes entreprises technologiques constitue l’une des raisons pour lesquelles ils sont en avance sur le plan de la productivité, qui représente la mesure principale utilisée par M. Draghi pour expliquer la différence en matière de compétitivité. Cette situation est liée à la taille du pays et de son marché, mais aussi à son grand pouvoir d’investissement. Nous considérons également notre marché unique comme un atout majeur, mais il est trop fragmenté. Secteurs stratégiques, énergie, numérique, défense, services, marchés des capitaux, professions: aucun de ces secteurs n’est totalement intégré. Nous sommes confrontés à des obstacles au marché unique que le FMI a estimés à 44 % entre les pays de l’UE pour les marchandises et à plus de 100 % pour les services. Il est donc plus difficile pour les entreprises de se développer dans l’ensemble de l’Union, alors que cela leur permettrait de concurrencer les États-Unis et la Chine. Le marché unique pourrait également accroître la demande au sein de l’UE et nous rendre moins dépendants des marchés d’exportation tels que la Chine.

En outre, il s’impose que nous réalisions des investissements publics à grande échelle dans une politique industrielle coordonnée, à long terme et bien ciblée, comme le font la Chine, par exemple, et de plus en plus les États-Unis. Enfin, nous devons renforcer notre défense commerciale.

La simplification est-elle la bonne optique et la bonne solution?

La simplification n’est qu’une partie de la réponse. Elle permet de lever un obstacle non négligeable à la compétitivité. La Commission européenne a en effet indiqué que les coûts de mise en conformité avec les exigences administratives et réglementaires s’élèvent à plus de 100 milliards d’EUR par an, ce qui équivaut à environ 0,9 % du PIB européen. Même si ce montant est important, il montre qu’à elle seule, la simplification ne suffira pas. Selon une étude de Bloomberg, les problèmes économiques actuels que connaît l’Allemagne sont imputables aux surcapacités de production en Chine (40 %), aux prix de l’énergie (40 %) et à la charge réglementaire (seulement 20 %). Par conséquent, bien que la simplification ne soit pas négligeable, nous ne devrions pas surestimer son importance par rapport aux autres facteurs que j’ai mentionnés.

Il importe encore plus d’investir davantage dans l’innovation, les technologies clés, l’industrie et les infrastructures, ce qui devrait aller de pair avec les marchés publics, en sus de dispositions en faveur du «Made in Europe» et d’une politique commerciale solide.

Vous pouvez regarder les brefs entretiens et l'enregistrement complet de la table ronde sur notre page web.

De plus amples informations sur les intervenants sont disponibles ici.



NOUS DEVONS RÉFLÉCHIR AUX MOYENS DE RENDRE LA DÉMOCRATIE ATTRAYANTE

La table ronde du séminaire «Connecter l'UE», intitulée «La boussole démocratique de l'Europe: peut-on restaurer la confiance et la résilience?», s'est penchée sur le déclin de la confiance dans la démocratie européenne. Qu'est-ce qui pourrait rapprocher les Européens et les convaincre que le modèle démocratique européen, malgré ses imperfections, continue de produire des résultats? Que peuvent faire les institutions européennes, les pouvoirs publics et la société civile pour rendre la démocratie plus résiliente? Voici les points de vue de nos intervenants, tirés de leurs brefs entretiens avec notre partenaire médiatique *New Eastern Europe* et des discussions tenues lors de la table ronde.

Zsófia Fülöp, journaliste et vérificatrice de faits au sein du média *Lakmusz.hu*

En tant que journaliste et vérificatrice de faits, je pense que nous devons engager la discussion avec les gens. Nous devons encourager le dialogue et l'esprit critique car, lorsque nous menons une conversation, elle porte souvent sur des notions extrêmement abstraites et non sur des enjeux, des problèmes ou même des réussites de la vie réelle. Il faut donner aux citoyens les moyens de penser par eux-mêmes et leur apprendre à consommer les médias, à se poser des questions, à faire preuve de scepticisme et à se montrer plus critiques face à ce qu'ils lisent ou entendent aux informations ou sur les réseaux sociaux. Nous devons organiser de nombreuses discussions et sessions interactives, et nous concentrer réellement sur les groupes les plus ciblés et les plus vulnérables. Cela signifie non seulement les habitants des grandes villes, mais aussi ceux des zones rurales. Nous devons parler aux personnes âgées et aux plus démunis.

Alexandra Karppi, journaliste, chercheuse au *King's College* de Londres et coprésentatrice du podcast *Talk Eastern Europe*

En 2026, nous devons être ouverts à des partenariats et des héros peu probables. La révolution numérique est en cours. Nous devrons nous pencher sur la manière dont nous communiquons au sujet de la démocratie, mais également mener des actions au niveau local et revenir à nos fondamentaux pour faire en sorte que la démocratie produise des résultats.

Que cela nous plaise ou non — et j'utilise ici un «nous» général, à savoir chacun d'entre nous, membres de la société civile et médias indépendants —, nous devrons malheureusement devenir aussi des experts en marketing, en relations publiques et en création de contenus. Je pense qu'il s'agit là, pour le meilleur ou

pour le pire, de la réalité vers laquelle nous nous dirigeons. Si nous pouvons discourir à profusion sur le degré actuel de sophistication des outils de manipulation, je pense qu'il nous faut admettre que nous restons à la traîne sur le plan réglementaire. C'est un sujet sur lequel nous pourrons revenir.

En tant qu'acteurs de la société civile ou des médias indépendants, nous devons également nous adapter à cette nouvelle réalité. Nous devons réfléchir aux moyens de rendre la démocratie attrayante. Cela peut sembler extrêmement futile, et peut-être un peu artificiel, mais ce qui fonctionne, ce sont des mèmes attrayants et des vidéos générées par l'IA qui suscitent l'engouement. Qu'ils reflètent la réalité ou non n'a pas la moindre importance. Il s'agit peut-être d'un problème pour le discours public. Il s'agit peut-être à long terme d'un problème pour la démocratie. Mais à court terme, nous resterons perdants si nous ne nous adaptons pas de cette manière.

Tout cela dépendra très largement du contexte et du type de messages locaux qui trouveront un écho. Un élément crucial est l'identité des participants à l'élaboration de ces récits. Nous parlons tous beaucoup, dans nos bulles respectives, de la manière d'attirer les jeunes et de les intégrer dans les processus politiques. Demandez-leur simplement ce qu'ils attendent de nous! Nous pouvons en faire bien davantage pour nous assurer qu'ils contribuent à alimenter ce processus de création de récits. Du reste, ils connaissent bien mieux que nous les outils en la matière. Ayons l'honnêteté de le reconnaître également.

Sebastian Rodriguez, stratégiste de campagne auprès du Mouvement européen international

Avant toute chose, cessons d'être obsédés à ce point par le terme «démocratie». Je pense que nous sommes extrêmement attachés à ce mot, qui revêt une grande signification sur le plan historique, mais que, face aux citoyens ordinaires qui ont été invités à voter tous les quatre ou cinq ans, en essayant de glisser une pièce dans une machine à confiance pendant tant d'années sans rien obtenir en échange, la démocratie ne devrait probablement pas être votre message principal.

Je ne dis pas que nous ne devrions pas parler de démocratie; je dis que nous devrions nous concentrer sur les valeurs que les gens chérissent réellement: liberté et droits, moyens de les protéger et d'obtenir de nouveaux droits, certes, mais aussi manière de protéger nos acquis. Nous avons plus peur de perdre ce que nous avons déjà que de ne pas gagner ce que nous n'avons pas encore. Les droits de notre cousin ou cousine qui fait partie de la communauté LGBTQI+, ou ceux des personnes marginalisées, ne doivent pas être considérés comme acquis. Nous les protégeons non seulement en votant, mais aussi en étant actifs dans nos sociétés au quotidien. Cette participation peut prendre une multitude de formes, du bénévolat auprès d'une association qui recueille des animaux abandonnés à l'adhésion à un parti politique. Ces exemples constituent tous deux des contributions utiles.

Vous trouverez ici la vidéo des entretiens. Vous pouvez regarder l'enregistrement de la table ronde sur notre site web, où vous trouverez également de plus amples informations sur les intervenants.



LES ÉLECTIONS À L'ÈRE DE LA MANIPULATION ALGORITHMIQUE

Au moment où les citoyens s'apprêtent à se rendre aux urnes dans une grande partie de l'Europe du Sud-Est, Balkan Free Media Initiative (BFMI) effectue dans toute la région un suivi des campagnes électorales en amont des scrutins. Dans son rapport *Tackling "TikTokcracy" in the Balkans: A blueprint for fighting algorithmic manipulation in Europe*, l'organisation s'est penchée sur la manière dont TikTok et d'autres plateformes étaient utilisées pour répandre la désinformation et favoriser certains candidats, en Roumanie et dans d'autres pays. À l'occasion de l'édition 2026 du séminaire «Connecter l'UE», la directrice de BFMI, M^{me} Antoinette Nikolova, a présenté les conclusions de son organisation concernant la Bulgarie.

Dans ses rapports de suivi sur la Bulgarie, produits avec l'aide de Sensika, son partenaire pour les aspects techniques, BFMI a examiné à quel point il était devenu difficile d'opérer la distinction entre de véritables soutiens politiques et des manœuvres coordonnées visant à créer une impression de popularité en ligne. On y apprend que des réseaux coordonnés ont amplifié des contenus soutenant Roumen Radev, l'ancien président bulgare et dirigeant de la toute récente coalition Bulgarie progressiste, dans la période précédant les élections législatives nationales d'avril 2026. Sa coalition a ensuite remporté la majorité absolue.

BFMI et Sensika ont commencé leur suivi de la campagne en ligne en amont du scrutin, constatant dans leur premier rapport, publié un mois avant le vote, que Roumen Radev jouissait déjà d'une présence dominante sur les réseaux sociaux.

L'échelle de cette présence en ligne était remarquable pour un pays d'à peine plus de six millions d'habitants. D'après le rapport, le mot-clé portant son nom sur TikTok a drainé 90,4 millions de vues sur 2 700 vidéos. Il est également indiqué dans le rapport que les 30 plus grands groupes pro-Radev sur Facebook comptaient en tout 1,3 million de membres, et que certains d'entre eux attiraient de 4 000 à 6 000 nouveaux abonnés par semaine et pouvaient mettre en ligne jusqu'à 130 publications par jour.

D'après BFMI et Sensika, une grande partie de l'infrastructure en ligne soutenant M. Radev ne provenait pas des canaux officiels d'une organisation politique établie de longue date. Les chercheurs ont indiqué qu'il s'agissait au contraire de pages et groupes Facebook existants qui avaient été renommés et affectés à un nouvel usage.

D'après le rapport, une page auparavant consacrée aux pièces automobiles d'occasion est devenue «Roumen Radev, le nouveau Premier ministre». On y apprend également qu'une autre page a été rebaptisée «Bulgarie et Russie, des frères slaves», est ensuite devenue une boutique en ligne de produits locaux, avant de finalement réapparaître sous la forme d'un groupe pro-Radev.

BFMI qualifie cette pratique de «blanchiment d'audience», précisant que lorsqu'une page change de thème, elle conserve ses abonnés, son historique et la crédibilité qu'elle a accumulée auprès de l'algorithme de la plateforme, ce qui permet à une campagne politique d'hériter d'une audience établie au lieu de devoir en bâtir une à partir de rien. D'après le rapport, une trentaine de pages et groupes Facebook alimentant le

réseau pro-Radev ont été créés principalement de cette manière.

Les chercheurs ont également mis en évidence des activités coordonnées et inauthentiques sur plusieurs plateformes. Ils ont toutefois souligné que le problème ne se limitait pas à une seule force politique. Dans leur deuxième rapport de suivi, ils ont documenté des activités de cette nature impliquant trois partis, et de graves anomalies en lien avec deux autres.

Il est également question dans le rapport de l'usage croissant des mots-clés, ou *hashtags*, comme outils de manipulation politique. Il a été signalé que certains *hashtags*, plutôt que de simplement promouvoir leurs propres messages, inondaient les canaux de leurs opposants de contenus hostiles ou trompeurs. D'après le rapport, le principal *hashtag* utilisé sur TikTok par PP-DB, la coalition pro-européenne et anticorruption en Bulgarie, a été tellement saturé de contenus hostiles que celle-ci a dû rediriger sa stratégie de communication vers les comptes personnels de ses dirigeants, ce qui a réduit sa capacité à s'adresser aux électeurs indécis. Il a également été constaté dans le rapport que les contenus critiques à l'égard de GERB, le principal parti de centre droit en Bulgarie, étaient plus nombreux dans un rapport de 1 à 17 que les publications qui lui étaient favorables.

Dans d'autres cas, il a été constaté que des réseaux inondaient certains *hashtags* avec des messages positifs presque identiques afin de créer artificiellement une impression de popularité et de dynamique. BFMI estime que les *hashtags* ne sont plus simplement des espaces de débat public, mais qu'ils sont devenus des arènes contestées au sein desquelles les réseaux les plus organisés ont la capacité d'influer sur ce que les utilisateurs peuvent voir.

BFMI a indiqué que les plateformes avaient opposé des réactions diverses à ses conclusions. Après avoir été alerté d'activités qui avaient été jugées suspectes par l'organisation, TikTok a supprimé 34 comptes. Meta, en revanche, a déclaré qu'il n'avait pas repéré de comportements inauthentiques et coordonnés au regard de ses propres critères. BFMI a cependant relevé que l'entreprise avait évoqué de façon informelle la suppression de plus de 200 réseaux.

Pour BFMI, ces différences sont plus largement le signe de la faiblesse de la réglementation. L'organisation fait valoir que les plateformes appliquent des définitions et des normes différentes à des comportements de même nature, ce qui complique la tâche des chercheurs et du public quand il s'agit d'évaluer l'ampleur des manipulations.

Dans son rapport, elle préconise des définitions communes à toutes les plateformes de ce qui constitue des comportements inauthentiques et coordonnés, la mise en place de coordinateurs nationaux pour les services numériques qui soient pleinement opérationnels avant les élections, et enfin une utilisation préventive plutôt que réactive du système de réaction rapide de l'UE. BFMI fait aussi valoir que les organismes de surveillance émanant de la société civile devraient jouer un rôle formel dans la réponse apportée par l'Europe aux menaces qui pèsent sur le débat démocratique.

Pour M^{me} Nikolova, «La manipulation que nous avons mise au jour en Bulgarie a été ourdie de l'intérieur, diffusée par un algorithme et intégrée dans la dynamique très compétitive des élections. L'expérience de la Bulgarie montre que pour faire bouger les plateformes, l'élément déclencheur est la présentation en temps utile d'éléments factuels, récoltés sur le terrain et mis en contexte.»

Elle a fait valoir que l'on devrait considérer la protection de l'environnement informationnel comme tout aussi urgente que celle d'autres systèmes dont la société dépend.

«Je considère, a-t-elle indiqué, que le système informationnel doit être traité comme une infrastructure critique et stratégique. En cas de problème avec le réseau énergétique ou le système d'approvisionnement en eau, des protocoles d'urgence et extraordinaires sont déclenchés. L'enjeu n'est pas moins stratégique quand il s'agit d'information et d'élections.»

La conclusion du rapport est qu'au moment où les électeurs pénètrent dans l'isoloir, la bataille pour capter leur attention, et par chance leur vote, a peut-être déjà été livrée en ligne.

Antoinette Nikolova *est directrice de la Balkan Free Media Initiative (BFMI), une organisation indépendante basée à Bruxelles qui concentre ses efforts sur la liberté des médias et les vulnérabilités structurelles qui modèlent la sphère de l'information en Europe du Sud-Est. La présentation qu'elle a donnée au séminaire «Connecter l'UE» 2026 peut être visionnée ici.*



RÉVOLUTION DE L'IA — CHOISISSEZ L'EUROPE

David Grunewald, stratégiste en automatisation de l'IA et formateur en IA, a fait une présentation intitulée «Du robot conversationnel à l'agent d'IA: comment l'IA transforme-t-elle nos modes de communication». Il s'est penché sur l'évolution rapide des modèles de raisonnement et des agents d'IA, qui sont appelés à changer profondément la manière dont nous organisons notre travail. Si ces outils peuvent nous rendre plus efficaces, notre choix de technologie a des conséquences plus larges. S'en remettre aux modèles américains d'intelligence artificielle soulève un certain nombre de questions, non seulement quant à la souveraineté des données et à l'avenir du travail, mais aussi concernant l'avenir du modèle économique de l'Europe. Vous trouverez ci-dessous des extraits de cette présentation, dans lesquels M. Grunewald expose les risques auxquels l'Europe est confrontée si elle continue de s'appuyer sur des modèles d'IA venus des États-Unis.

Choisir des prestataires européens pourrait constituer une bonne approche, car la souveraineté des données n'est pas garantie lorsqu'il s'agit de travailler avec des solutions logicielles d'entreprises américaines, même si ces dernières affirment que leurs serveurs sont situés sur le territoire européen aux fins du respect du RGPD. La loi américaine sur l'informatique en nuage (Cloud Act — *Clarifying Lawful Overseas Use of Data*) permet désormais au gouvernement américain et au FBI de rechercher ou d'obtenir des informations transitant par les serveurs de toute entreprise américaine, même si ces serveurs se trouvent en dehors du territoire américain. Il s'agit d'un changement majeur.

En Europe, nous avons élaboré le règlement sur l'IA, ce qui est une réalisation formidable: nous avons créé une sorte de coffre-fort qui protège les citoyens. Mais avec le Cloud Act, les Américains ont la clé pour entrer dans ce coffre-fort et en obtenir les données. Ils peuvent imposer leur divulgation même si les serveurs se

trouvent sur le territoire européen. Ils peuvent également «bâillonner» un prestataire ou lui imposer une obligation de secret, de sorte qu'il est interdit à l'entreprise concernée d'informer ses clients qu'une demande a été faite en vue d'obtenir des informations sur ses serveurs. Et la situation est même pire que cela. À l'heure actuelle, il existe une zone grise, une sorte de *no man's land*: il n'y a pas d'accord pour arbitrer ce type de conflit. Pour faire face à des situations délicates impliquant des ministères de la défense ou des gardes nationaux, par exemple, une migration informatique est déjà en cours dans un certain nombre d'administrations européennes. Elles sont en train de passer des systèmes d'exploitation Microsoft à Linux, autrement dit d'abandonner PowerPoint et Word pour choisir des solutions open source européennes. Je m'attends à ce que cette tendance s'accentue dans les années à venir.

Ne devrions-nous pas considérer Mistral comme le seul acteur et système d'IA que la Commission européenne et tous ceux qui travaillent ici devraient choisir? Mistral dispose lui aussi d'un assistant IA et d'un système d'exploitation IA. Tout ce que j'ai montré aujourd'hui pourrait être développé avec Mistral.

Faire un choix entre les modèles d'IA américains et européens a une incidence non seulement sur la souveraineté des données, mais aussi sur la macroéconomie. À l'avenir, la plupart des entreprises investiront 10 à 15 % de leurs dépenses salariales en tokens, c'est-à-dire en unités informatiques utilisées et facturées par les systèmes d'IA. Au niveau européen, cela pourrait signifier que 1 000 milliards d'EUR quitteraient l'Europe au lieu d'être réinvestis dans la main-d'œuvre européenne. En lieu et place, cette somme serait investie dans les solutions d'IA américaines. Cela pourrait nuire à notre économie car, plutôt que de réinvestir cet argent ici, nous remplacerions certaines personnes par des tokens, autrement dit par des systèmes d'IA exécutant leur travail. Il s'agit là d'un nouveau problème, qui ne concerne pas seulement la sécurité des données; c'est encore pire. Nous devrions en être conscients et en parler.

Mais les médias restent silencieux sur cet aspect. Je ne vois pas passer beaucoup de discussions à ce sujet, il s'agit donc selon moi d'une menace réelle. Le dernier point que je veux souligner est que le débat — ou la bataille — ne portera pas sur la question de savoir qui possède la meilleure IA. Il portera sur l'électricité, car ces acteurs de l'IA transforment effectivement l'électricité en tokens. Quel sera le coût de l'électricité en Europe? EDF, la compagnie énergétique française, et d'autres fournisseurs d'électricité concluent actuellement des accords d'une durée de dix ans avec les grands acteurs — les géants de l'IA qui disposent d'énormes serveurs en Europe et aux États-Unis — afin de leur garantir une quantité suffisante d'électricité. À supposer que nous accélérions le développement d'un plus grand nombre de systèmes d'IA de type Mistral ainsi que l'installation de serveurs de plus grande taille en Europe, comment allons-nous les alimenter si nous avons déjà réservé notre électricité pour les entreprises d'IA basées aux États-Unis? C'est là le défi à relever.

David Grunewald *est le fondateur de Pluginto.ai et un expert reconnu en intelligence artificielle (IA). Il compte plus de 28 ans d'expérience dans le domaine de la stratégie numérique et de la direction d'entreprises. Diplômé de la Massachusetts Institute of Technology (MIT) Sloan School of Management en Artificial Intelligence: Implications for Business Strategy (2023), il est spécialisé dans la transition vers l'IA et déploie des formations, des conseils stratégiques et des audits organisationnels en mettant l'accent sur l'ingénierie rapide, la création d'agents d'IA et les flux de travail automatisés.*

Vous pouvez visionner l'intégralité de la présentation intitulée «Du robot conversationnel à l'agent d'IA: comment l'IA transforme-t-elle nos modes de communication» en suivant ce lien.



RIEN NE REMPLACE LES FAITS: LE COMBAT DES JOURNALISTES POUR RÉTABLIR LA CONFIANCE À L'ÈRE DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

À l'heure où n'importe qui peut créer des images et des vidéos de toutes pièces avec une facilité déconcertante, la plus grande menace n'est peut-être pas de voir le public ajouter foi à la moindre fausse information, mais de le trouver résigné à ne plus rien croire du tout. À l'occasion du séminaire «Connecter l'UE», Jochen Spangenberg, de la Deutsche Welle, explique que le meilleur bouclier du journalisme réside dans la vérification des faits, la transparence et des pratiques aussi anciennes que la profession elle-même.

Une photographie suggère une scène se déroulant à Gaza. Elle paraît authentique, et du reste elle l'est... à ce détail près qu'elle a été prise en Syrie en 2016. Ce n'est pas l'image elle-même qui a fait l'objet d'une manipulation, mais le contexte qui l'entoure. Pour **Jochen Spangenberg**, chef adjoint pour les projets de recherche et de coopération à la Deutsche Welle, ce cas d'école illustre parfaitement l'un des problèmes les plus tenaces de notre époque lorsqu'il s'agit d'informer.

«On se trouve face à des séquences — ou plutôt des images en l'occurrence — qui sont sorties de leur contexte, que l'on va chercher ailleurs dans le but de nous tromper», explique-t-il aux participants au séminaire «Connecter l'UE» organisé à Sofia. D'après lui, ce type de supercherie reste plus courant que les contenus entièrement générés par l'intelligence artificielle.

Il n'empêche que l'IA générative modifie radicalement l'ampleur et le niveau de sophistication du phénomène. Aujourd'hui, n'importe qui peut créer des images, des vidéos, des bandes-sons ou des textes parfaitement crédibles à moindre coût, ce qui rend d'autant plus compliquée l'utilisation de contenus fournis par des témoins oculaires et d'autres personnes présentes sur le terrain, pourtant indispensables lorsque les journalistes professionnels ne peuvent se rendre eux-mêmes sur place.

«Les contenus générés par les utilisateurs ont une valeur inestimable», affirme M. Spangenberg. «Ce qui pose problème aujourd'hui, c'est que la technologie ne cesse de gagner en sophistication, et que le premier venu peut désormais produire des documents numériques relativement poussés et totalement fictifs sans pratiquement débourser le moindre centime.»

Les répercussions vont bien au-delà de la question de savoir si telle ou telle image est vraie ou fausse. La fatigue informationnelle, l'évitement de l'information et la perte de confiance créent en effet un terrain fertile pour ceux qui ne cherchent pas tant à convaincre qu'à épuiser. À cet égard, M. Spangenberg rappelle la mise en garde de Hannah Arendt lors d'un entretien en 1974: «Quand tout le monde vous ment en permanence, le résultat n'est pas que vous croyez ces mensonges, mais que plus personne ne croit plus rien.»

Certains acteurs de la désinformation cherchent précisément à générer ce sentiment de saturation et d'impuissance. Car dans un espace d'information où les affirmations les plus contradictoires se côtoient, le doute lui-même devient une arme.

Il n’est toutefois pas question de se résigner. Journalistes, professionnels de la communication et citoyens, tous ont un rôle à jouer pour relayer les faits au sein de leur sphère d’influence et contrer l’idée qui voudrait que la vérité demeure inaccessible.

Aussi novatrice que soit l’intelligence artificielle, le premier rempart reste résolument traditionnel: se demander qui, quoi, où, quand et pourquoi. Pouvoir répondre à ces questions, c’est déjà faire un pas dans la bonne direction, que le contenu soit généré par l’IA ou non.

La vérification peut s’appuyer sur des séquences, des cartes, des images satellitaires ou encore des logiciels spécialisés, mais elle peut tout aussi bien débuter par un simple appel téléphonique. «Sortir son téléphone et discuter avec quelqu’un qui se trouve directement sur place est une autre manière très efficace de s’y prendre», explique ainsi M. Spangenberg.

L’étape suivante, absolument cruciale, consiste à soumettre les preuves à son audience. «Soyez transparent quant à votre méthode de travail et aux bases sur lesquelles vos conclusions s’appuient, car cela permet au public de vérifier à son tour. Il peut vous interpeller au cas où vous commettriez des erreurs», ajoute-t-il. Mieux vaut reconnaître ses erreurs et en expliquer les causes que de supprimer discrètement un contenu embarrassant. La transparence renforce en effet la crédibilité en ce qu’elle revient à admettre que les rédactions ne sont pas infaillibles.

L’unité «Projets de recherche et de coopération» de la Deutsche Welle propose des ressources gratuites permettant aux utilisateurs de s’entraîner à mieux observer et à écouter plus attentivement (Sharpen Your Senses, par exemple), de parcourir la liste des questions de base et de se servir d’outils de vérification de textes, d’images, de bandes-sons et de vidéos (comme How to Verify). Quant à l’extension de navigateur «InVID WeVerify VeraAI», consacrée à la vérification des faits, elle été mise au point en collaboration avec des partenaires européens dans le cadre de plusieurs projets cofinancés par la Commission européenne et compte à ce jour plus de 160 000 utilisateurs actifs (elle se trouve en accès libre dans la boutique Chrome Web Store).

Ces outils n’en demeurent pas moins de simples assistants et ne font pas nécessairement foi. Quand les vérificateurs de faits de la Deutsche Welle ont soumis la même image générée par l’IA à différents outils de détection, le diagnostic a ainsi varié de la manipulation évidente à l’authenticité probable. «La technologie ne résout pas tous les problèmes», rappelle M. Spangenberg. «Elle peut nous être d’un grand soutien, elle peut nous être utile, mais nous n’en sommes pas encore au stade où nous pourrions nous en remettre entièrement aux outils d’IA et aux logiciels de détection des manipulations.»

Sans oublier que les systèmes de détection ne font généralement que courir après les outils de création: à chaque nouveau modèle génératif, il faut réentraîner les modèles de détection. L’accès soulève lui aussi des questions. Qui peut recourir aux meilleurs outils? Sont-ils gratuits ou accessibles seulement à ceux qui peuvent y mettre le prix? Et les chercheurs bénéficient-ils d’un accès suffisamment large aux données des grandes plateformes lorsqu’ils enquêtent à leur sujet? Le règlement européen sur les services numériques contient certes des dispositions sur l’accès aux données des plateformes, mais dans la réalité, le compte n’y est pas.

Pour rester dans la course, il ne suffit pas de se procurer les derniers logiciels. Les organes de presse doivent élaborer des stratégies décrivant la manière d’utiliser l’IA, les limites à ne pas franchir et la façon dont l’expérimentation s’accorde avec les normes éditoriales. Mais surtout, ils doivent donner à leur personnel suffisamment de temps, de ressources et de possibilités de formation pour s’adapter.

Et pas question de négliger le coût humain. Les vérificateurs de faits et les journalistes peuvent parfois passer des journées entières à examiner des images éprouvantes de guerres, d'attentats et d'exactions. Ce travail nécessite des stratégies de préparation et de gestion, au même titre que le reportage de terrain. «Il faut à tout prix éviter le trouble de stress post-traumatique ou toute autre maladie mentale liée à l'exposition à des contenus horribles et angoissants», affirme M. Spangenberg.

Le combat s'étend désormais aussi aux dialogueurs et aux grands modèles de langage. En effet, les acteurs de la désinformation peuvent introduire dans les données qui les alimentent des biais ou leur propre vision du monde, influençant ainsi les réponses fournies aux utilisateurs. «Il s'agit d'une nouvelle forme de propagande», déclare M. Spangenberg. Son coût est dérisoire par rapport à la propagande traditionnelle. «Tout l'enjeu réside dans le contrôle de l'espace de la connaissance.»

Face à ce constat, la réglementation et l'application de la législation se révèlent incontournables. Si l'Europe a mis en place des règles, leur efficacité dépend de la disposition des pouvoirs publics à les imposer à des plateformes et des fournisseurs puissants. La liberté d'expression est essentielle, précise M. Spangenberg, mais «je pense, à titre personnel, qu'elle a des limites».

Dans un tel contexte, est-il seulement possible de rétablir la confiance? M. Spangenberg n'a pas de formule miracle. Il appelle en tout cas à la persévérance: vérifiez minutieusement, présentez les preuves, soutenez ceux qui font le travail et refusez d'abandonner l'espace d'information. Et surtout, ne renoncez jamais.

Pour conclure, M. Spangenberg cite une nouvelle fois Hannah Arendt: «La liberté d'opinion est une farce si l'information sur les faits n'est pas garantie et si ce ne sont pas les faits eux-mêmes qui font l'objet du débat.» Sa conclusion personnelle se veut plus directe: «Rien ne peut remplacer les faits, ce n'est pas une question d'opinion.»

*Spécialiste des médias et des questions de communication, **Jochen Spangenberg** exerce actuellement les fonctions de chef adjoint des projets de recherche et de coopération à la Deutsche Welle.*



ET LA LAURÉATE DU CONCOURS PHOTO «CONNECTER L'UE» 2026 EST...

Le prix de la meilleure photographie décerné dans le cadre de l'édition 2026 du séminaire «Connecter l'UE» a été remis à **Jūratė Čilinskaitė**, coordinatrice de la communication à la Fédération lituanienne des syndicats de l'industrie.

Grâce à son cliché, intitulé «Microphone vs misinformation», elle se rendra à Bruxelles à la mi-mars 2027 pour participer à la Semaine de la société civile 2027 du CESE.

M^{me} Čilinskaitė a pris part au séminaire «Connecter l'UE» 2026, qui s'est tenu les 6 et 7 juillet à Sofia. Cette manifestation a réuni des membres du CESE, des attachés de presse, des responsables de la communication d'organisations de la société civile de l'UE, ainsi que des représentants de conseils économiques et sociaux nationaux et des journalistes.

Sous le titre «Défendre les valeurs européennes: les pouvoirs de la société civile», le séminaire a permis de se pencher sur la manière dont l'Europe peut préserver ses valeurs à mesure que les priorités économiques

changent et que la confiance démocratique s'étiole, ainsi que sur les actions que peut mener la société civile pour les défendre. L'un des thèmes examinés était l'incidence de la désinformation sur l'opinion publique et la capacité de l'Europe à restaurer la confiance dans son modèle démocratique.

Les participants ont été invités à saisir des moments mémorables qui relayaient l'esprit du séminaire.

M^{me} Čilinskaitė a déclaré qu'elle voyait le microphone dans sa photographie comme un symbole de dialogue, qui permet aux citoyens de faire entendre leur voix et d'écouter des points de vue différents des leurs. En ce sens, il fait également contrepoids à la désinformation.

«La désinformation est omniprésente et elle n'a de cesse de nous atteindre par des moyens nouveaux et de plus en plus sophistiqués. Selon moi, l'une des mesures les plus puissantes pour lutter contre ce phénomène réside dans la discussion et le dialogue, c'est-à-dire parler, échanger, écouter et essayer de comprendre des personnes qui pensent différemment de nous.

Cette approche est particulièrement importante face à des individus qui sont susceptibles de se sentir laissés pour compte ou poussés à la marge de la société. Nous devons élargir notre façon de voir les choses, écouter les expériences diverses et veiller à ce que les citoyens aient le sentiment que leur voix compte», a déclaré M^{me} Čilinskaitė.

Le service de presse du CESE tient à féliciter la lauréate et remercie tous ceux qui ont envoyé leurs photos.

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Laura Lui (ll)

Contributeurs à la présente édition

Chrysanthi Kokkini (ck)
Daniela Vincenti (dv)
Giorgia Battiato (gb)
Julika Enbergs (je)
Jasmin Kloetzing (jk)
Katarzyna Karcz (kk)
Katerina Serifi (ks)
Laura Lui (ll)
Leonard Mallett (lm)
Marco Pezzani (mp)
Margarita Gavanas (mg)
Margarida Reis (mr)
Millie Tsoumani (at)
Pablo Ribera Paya (prp)
Samantha Falciatori (sf)
Thomas Kersten (tk)
Parminder Mudhar (pm)
Dimitra Panagiotou (dp)

Coordination

Giorgia Battiato (gb)
Leonard Mallett (lm)

Adresse

European Economic and Social Committee
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tel. (+32 2) 546.94.76
Email: eescinfo@eesc.europa.eu

EESC info is published nine times a year during EESC plenary sessions. EESC info is available in 24 languages
EESC info is not an official record of the EESC's proceedings; for this, please refer to the Official Journal of the European Union or to the Committee's other publications.
Reproduction permitted if EESC info is mentioned as the source and a link is sent to the editor.

07/2026